

Valeurs perdues, bonheur perdu : pourquoi notre société déprime

Sociologie de la sinistrose française

Mise à jour : 04/03/2009

Ce texte de sociologie explique la démoralisation actuelle des Français par la perte de leurs valeurs héritées de l'histoire.

L'hostilité et la défiance des Français, ainsi que leur demande d'intervention de l'Etat dans tous les domaines économiques, sont responsables de notre modèle social archaïque et autodestructeur.

Voir la suite de ce texte-ci dans "[La société de défiance](#)".

Daniel MARTIN

<http://www.danielmartin.eu/adressemail.htm>

Table des matières

1. Evolution de nos certitudes	4
1.1 L'ère du savoir provenant d'une autorité.....	4
1.2 La séparation progressive de la philosophie, de la religion et de la science	5
1.3 La baisse de la pression sociale	6
2. Conséquences de la dévaluation de l'autorité	7
2.1 La morale.....	8
2.2 La perte du respect, de la religiosité et de la morale.....	9
2.3 La perte du sens de l'engagement personnel	12
2.4 La perte du sens du devoir	12
2.5 Baisse de la pression sociale et augmentation des suicides	13
2.6 Un bonheur souvent inaccessible.....	14
2.6.1 Brefs rappels de psychologie du bonheur.....	14
2.6.2 Inversion des valeurs chez les jeunes en situation d'échec.....	15
2.6.3 Rapport Obin : l'islamisation extrémiste dans l'Education nationale	16
2.7 Des jeunes attirés par le mal	17
2.7.1 Ceux qui deviennent casseurs ou terroristes.....	18
2.8 Un enseignement inadapté	18
3. Pourquoi la sinistrose actuelle ?	20
3.1 Analyse de la sinistrose.....	20
3.1.1 Le travail, une valeur fondamentale de l'identité d'une personne.....	21
3.1.1.1 L'identification au rôle social : une étape indispensable dans la construction de soi	21
3.1.1.2 La discrimination dans l'accès au travail ou au logement.....	21
3.1.1.3 Les trappes à chômage.....	22
3.1.1.4 L'aliénation dans le travail	22
3.1.1.5 La peur de perdre son emploi.....	23
3.1.1.6 La peur de la mondialisation.....	24
3.1.2 Les inégalités	24
3.1.3 La générosité des Français.....	25
3.1.4 L'hostilité ambiante	25
3.1.4.1 Délits : statistiques officielles et données d'enquête.....	27
3.1.4.2 La violence en Corse.....	30
3.1.4.3 Conflits du travail.....	30
3.1.5 L'impuissance, l'absence de prise sur le monde alentour	30
3.1.6 La sinistrose dans l'opinion française : sondages IFOP et CSA 08/2005	31
3.1.7 L'inquiétude face à un avenir qu'ils ne maîtrisent pas.....	32
3.1.8 Une société matérialiste	33
3.1.9 L'affaiblissement de la volonté de se donner du mal.....	34
3.1.10 La perte de confiance dans la classe politique.....	35
3.2 L'absence de rêve, de vision, d'espoir.....	37
3.2.1 Le rêve personnel.....	37
3.2.2 Des entreprises dynamiques et conquérantes	38
3.2.3 Une vision pour la France	38

3.3 Des media pour briser la barrière d'incompréhension	41
4. La demande des Français.....	42
5. Annexe	42

1. Evolution de nos certitudes

Voici schématiquement comment a évolué la base des connaissances de nos concitoyens, base sur laquelle ils fondent ce qu'ils savent, ce qu'ils ressentent et ce qu'ils font. Je m'en tiendrai à l'essentiel, mon but n'étant pas philosophique mais sociologique.

L'humanité a mis deux mille ans à séparer religion, philosophie et science, et pour beaucoup d'hommes ce processus n'est pas terminé.

C'est ainsi que pour les musulmans wahhabites d'Arabie Saoudite il est inconcevable de séparer les pouvoirs religieux, politique, juridique et militaire ; pour les Iraniens, la « république » a bien des élections et des députés, mais les candidatures aux élections et les lois votées doivent être approuvées par les mollahs au pouvoir, dont la sainteté et l'autorité sont autoproclamées ; et pour les Américains de certains états il n'est pas question d'enseigner l'évolutionnisme de Darwin, car il contredit la création du monde décrite par la Bible.

De leur côté, les Français n'ont pas de quoi être fiers au sujet de leurs croyances. Selon [\[14\]](#) page 120 (dont l'auteur sait de quoi il parle, parce qu'il passe son temps à sonder l'opinion de ses concitoyens) :

"...plus de la moitié des Français disent croire à Jésus-Christ, fils de Dieu, mais aussi à la transmission de pensée, la moitié croit aux prédictions des voyantes, le tiers aux extraterrestres ou aux tables tournantes."

1.1 L'ère du savoir provenant d'une autorité

Pendant des millénaires, les vérités que les hommes ont tenues pour certaines, donc leurs connaissances, ont été basées - à part des évidences comme le fait qu'une pomme lâchée tombe à terre - sur l'autorité de choses *révélées* par la religion, *affirmées* par les princes ou *tenues pour certaines* par des philosophes.

Exemple de croyance d'origine philosophique : pour les Anciens et jusqu'au Moyen Age, les mouvements des astres de la sphère céleste, réputée « supérieure », ne pouvaient être que parfaits ; c'étaient donc des mouvements circulaires uniformes ; pour rendre compte de la position observée de ces astres, Ptolémée a inventé au II^{ème} siècle le modèle cinématique des épicycles, où un mouvement observé résultait de la combinaison de plusieurs mouvements circulaires uniformes excentrés. En somme, *les hommes prêtaient à la réalité des propriétés conformes à leurs désirs*, à leur sens esthétique.

Aujourd'hui les croyances de ce type n'ont pas encore suffisamment changé. Il y a encore des dizaines de millions d'Américains qui refusent la théorie scientifique de l'évolution de Darwin au profit de ce qu'enseigne la religion révélée, selon

laquelle c'est Dieu qui a créé le monde [32] et l'homme n'a pas évolué, ayant été créé par Lui tel qu'il est.

Il y a encore beaucoup de Français qui pensent que l'économie devrait fonctionner suivant les principes d'équité auxquels ils tiennent. Ils n'ont pas encore compris qu'elle fonctionne suivant des lois propres, indépendantes de ce qu'ils considèrent comme « bien » ou « mal », et que c'est aux Etats d'en corriger les effets, par exemple en imposant et en subventionnant les citoyens selon des principes censés compenser les inégalités ([Détails](#)).

1.2 La séparation progressive de la philosophie, de la religion et de la science

Cette séparation a été étudiée avec soin par Arthur Koestler, dans son monumental ouvrage *Les somnambules* (Calmann-Levy et Livre de Poche n° 2200). Elle montre que les hommes ont mis deux mille ans à abandonner la connaissance par confiance ou obéissance à une autorité.

En astronomie par exemple, l'homme a mis 1400 ans à se rendre compte que le modèle de mouvement planétaire suivant des épicycles de Ptolémée était faux. C'est à la fin du XVIème siècle que Tycho Brahe a réalisé les premières observations vraiment précises des positions des planètes. Ces observations ont ensuite permis à Kepler de trouver *par tâtonnements* les trois lois de mouvement des planètes, que Newton a ensuite *démontrées* au XVIIème siècle à partir de sa théorie de la gravitation.

Avec les théories de Kepler et de Newton on s'est rendu compte que le mouvement des astres n'avait rien à voir avec la « perfection », les « sphères supérieures » ou d'autres à priori philosophiques ou religieux. Avec Galilée (un des fondateurs de la cinématique et de la dynamique) et ses observations astronomiques, on a compris que la terre tournait autour du soleil, bien que le pape ait condamné ces idées en 1633. Avec Darwin on a compris que l'homme et le singe avaient un ancêtre commun.

En 1637, Descartes a publié le [Discours de la méthode pour bien conduire sa raison et chercher la vérité dans les sciences](#), et en 1641 les [Méditations métaphysiques](#). Il affirmait que l'homme doit douter des vérités révélées, imposées ou à priori, et qu'il doit utiliser sa raison pour déduire la vérité d'intuitions si claires qu'elles sont certaines. Descartes ne séparait pas physique et métaphysique : il affirmait à tort qu'on peut déduire des concepts métaphysiques qu'il a introduits l'explication de tous les phénomènes de la nature à l'aide de mathématiques !

Au XVIIIème siècle, dépassant Descartes, [la philosophie des Lumières](#) a conduit à rejeter la métaphysique en tant qu'extension des connaissances physiques. L'homme *européen* (oui, et seulement européen !) s'est convaincu qu'il pouvait accéder à des vérités universelles - donc valables partout, à tout moment et pour tous les hommes - en pratiquant l'observation et le raisonnement logique, et qu'il devait rejeter définitivement au profit de la Raison les savoirs relevant de la foi, de l'adhésion irraisonnée ou de l'intuition. Il devait observer systématiquement et objectivement le monde qui l'entourait, mesurer tout ce qui pouvait l'être (le méridien terrestre, par exemple). L'homme ne devait plus s'interroger sur *le pourquoi* des choses ou *leur finalité* qui supposait une volonté divine, mais seulement sur le

comment. Il pouvait espérer une amélioration indéfinie de sa compréhension du monde et de son pouvoir sur la nature.

En 1859, l'ouvrage de Darwin *De l'origine des espèces* (disponible gratis [ici](#)) a montré que ***l'évolution des espèces résulte de mutations aléatoires, d'adaptations au milieu et de la survie des êtres les mieux adaptés***. Cette théorie de l'évolution a commencé à mettre un terme à la téléologie, doctrine selon laquelle le monde obéit à une finalité, et qui suppose donc qu'une volonté « divine » a organisé l'univers en vue d'un but qui dépasse l'homme (la téléologie cherche à expliquer le *pourquoi* des choses par une volonté supérieure).

Nous avons aujourd'hui de nombreux exemples de faits incompatibles avec la téléologie, par exemple en paléontologie et en biologie moléculaire ; nous avons compris que la téléologie n'était que la projection erronée sur les lois de l'univers que nous énonçons de notre besoin humain d'ordre et de sens. (Détails : [\[32\]](#))

Bien que la science soit loin, aujourd'hui, d'avoir décrit et expliqué tous les phénomènes observés, qu'il s'agisse du monde physique ou de la société humaine, elle est débarrassée des à priori religieux, philosophiques ou idéologiques. ***N'ayant plus le pouvoir d'imposer une explication du monde, l'autorité est donc dévaluée*** : ce point est capital, nous en verrons les conséquences [ci-dessous](#).

1.3 La baisse de la pression sociale

En plus de l'autorité de Dieu, l'homme européen a échappé progressivement à la pression de la société. Peu à peu, les Etats sont devenus moins autoritaires parce qu'ils avaient besoin des citoyens pour payer les impôts ou accepter des réformes majeures.

Ce point est important : lorsqu'un gouvernement n'a pas besoin des impôts de ses administrés pour payer ses fonctionnaires, son armée, etc., il n'a pas non plus besoin de leur approbation. Un bon exemple nous est fourni par les monarchies pétrolières arabes, qui sont tout sauf démocratiques parce qu'elles peuvent financer une grande partie des dépenses publiques avec les revenus du pétrole.

Au contraire, lorsqu'un Etat manque d'argent ou connaît une crise grave, il est prêt à accorder beaucoup de droits à ses citoyens pour qu'ils acceptent les impôts ou les efforts pour sortir de la crise. Ce fut le cas en France, par exemple, chaque fois que nos rois ont convoqué des *états généraux*. Ce fut le cas en Angleterre lorsqu'on a imposé la *Grande charte (Magna Carta)* au roi Jean sans Terre en 1215, puis la déclaration des droits (*Bill of Rights*) en 1689 aux souverains Marie II Stuart et Guillaume d'Orange, 100 ans avant que la France adopte une [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen](#) en 1789.

Non seulement les Français ont été de moins en moins soumis à l'autorité d'un roi, la royauté (absolue ou constitutionnelle) disparaissant au profit de la République (démocratique), mais de plus en plus d'individus se sont affranchis de la pression du groupe où ils vivaient. Des millions de paysans sont venus travailler à la ville à partir du XIXe siècle, échappant ainsi à la pression du milieu villageois et familial dans lequel ils vivaient jusque là. Devenu ainsi autonome, financièrement et socialement, chaque individu a pu davantage décider par lui-même ce qu'il ferait et comment il vivrait, sans subir la pression de sa famille ou du qu'en dira-t-on de son village. Cette

évolution vers l'autonomie s'est poursuivie avec le salariat des femmes, devenues plus indépendantes en pouvant subvenir seules à leurs besoins.

La pression sociale, de l'Etat et du milieu familial ou local, a donc baissé, l'homme échappant ainsi à beaucoup d'autorité, devenant donc bien plus libre que dans le temps.

La dernière grande baisse des contraintes sociales a été celle qui a suivi mai 1968, avec un effondrement de plusieurs valeurs [\[33\]](#) fondamentales symbolisé par le slogan « il est interdit d'interdire », notamment :

- La libération des mœurs, les gens se donnant le droit de faire sans se cacher des choses dont ils auraient eu honte auparavant ;
- La perte du respect de « l'autre », devenu mon égal même s'il est plus savant, plus riche, plus méritant, ou chargé d'une responsabilité publique élective ou administrative ; cette perte de respect a entraîné une perte de politesse ;
- La dévalorisation des devoirs de chacun au profit de ses droits, d'où plus d'individualisme, plus d'égoïsme, moins de civisme ;
- La perte de respect pour le travail et l'effort, etc.

Cette perte de respect de l'autre et des institutions a été grandement facilitée, en France, par le laxisme de l'Etat, qui non seulement fait beaucoup moins d'efforts pour faire respecter les lois républicaines, mais qui accorde bien plus de protection aux délinquants qu'à leurs victimes. D'où des multirécidivistes impunis ; des grévistes qui prennent en otage le public sans être sanctionnés ; des manifestants casseurs de vitrines ou incendiaires dont on n'arrête et punit qu'un sur 100 ; des gens qui barrent les routes ou bloquent des dépôts d'essence pour obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pu obtenir par la loi ; des squatters, etc.

2. Conséquences de la dévaluation de l'autorité

Le mouvement de remise en cause de l'autorité, commencé en France avec le doute de Descartes il y a près de 400 ans, s'est poursuivi avec la Révolution française, qui a aboli les privilèges de la noblesse et du clergé et proclamé les Droits de l'homme [\[23\]](#), au premier rang desquels il y a l'égalité des droits et des devoirs.

[La démocratie constitutionnelle qui en a émergé](#), en Europe continentale et aux Etats-Unis, stipule que toute autorité émane du peuple, par l'intermédiaire de ses représentants élus. Les citoyens n'ont plus à se soumettre qu'aux lois votées par cette autorité-là, pas à une autorité d'origine divine ou héréditaire. Ils ont acquis le droit de participer aux décisions.

La religion chrétienne imposait aux croyants (la grande majorité de la société au Moyen Age et de moins en moins de gens aujourd'hui) *une morale* (définition [ici](#) et détails [ci-dessous](#)). Elle imposait aussi *une unité de la société* (un chrétien doit considérer tout autre homme comme son frère, l'aimer, l'aider et le secourir) qui obligeait moralement chacun de ses membres à se sentir proche des autres et à les respecter, et dénonçait l'égoïsme. Comme la religion a été dévaluée, comme son

autorité a diminué, elle n'impose plus aujourd'hui sa morale et l'unité sociale qu'à un pourcentage réduit de la population. *Celle-ci est donc de plus en plus amoraliste et individualiste.*

2.1 La morale

Toute notre morale, dont les règles doivent gouverner le comportement de chacun vis-à-vis des autres, repose sur deux principes, affirmés tout autant par la religion chrétienne que par la philosophie de Kant, qui les érige en *devoir de l'homme, valeur [33] suprême* :

- *Une action n'est morale que si elle est désintéressée.* Par une telle action, l'homme - qui est libre de la faire ou non, voire de faire le contraire - oublie son intérêt au profit de celui de « l'autre ». Il accepte de sacrifier son égoïsme et ses aspirations au bien de son voisin ou de la société tout entière.
- *L'action d'un homme vertueux doit tendre vers le bien commun* (on dit vers *l'universel*). Il doit faire passer l'intérêt de la société avant le sien. Il doit respecter la loi, établie pour le bien de tous. En fait, il doit respecter pour tous ses contemporains les droits définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme [23].

Les règles morales traditionnelles gouvernant la vie en société ne s'imposent plus aussi rigoureusement qu'autrefois, lorsque la religion ou l'autorité royale les rappelait souvent aux hommes. L'égoïsme de plus en plus répandu et le caractère inhumain des mécanismes économiques de la mondialisation, ne sont plus guère compensés par les exhortations altruistes de la religion et de son enseignement selon lequel tous les hommes sont frères. Les valeurs [33] du devoir et du respect, indispensables à la cohésion de la société, sont dévaluées. Avec la baisse du nombre de croyants, les hommes ne sont plus souvent frères. Dostoïevski disait : "*Si Dieu n'existe pas, tout est permis.*" [29] Nous en verrons les conséquences [plus bas](#), après avoir fait quelques remarques sur la morale.

Voici ce que [27] dit de la morale page 36 :

"... la morale ne relève ni d'une décision ni d'une création. Chacun ne la trouve en lui qu'autant qu'il l'a reçue (et peu importe au fond que ce soit de Dieu, de la nature ou de l'éducation) et ne peut en critiquer tel ou tel aspect qu'au nom de tel ou tel autre (par exemple la morale sexuelle au nom de la liberté individuelle, la liberté au nom de la justice, etc.). Toute morale vient du passé : elle s'enracine dans l'histoire, pour la société, et dans l'enfance, pour l'individu. C'est ce que Freud appelle le surmoi, qui représente le passé de la société, disait-il, au même titre que le ça représente le passé de l'espèce."

La société a donc, vis-à-vis de chaque enfant puis de chaque adulte, le devoir de lui transmettre les règles morales qu'elle a adoptées (parfois depuis des siècles), dans le cadre de ses valeurs fondamentales [33]. Ce sont ces règles qui définissent le permis et le défendu, le louable et le méprisable, le possible, l'impossible et l'obligatoire. Il ne faut pas compter sur les lois - comme on a trop tendance à le faire en France - pour remplacer les règles morales, car il est bien plus facile de tourner une loi que de passer outre à une règle morale intériorisée depuis des années.

Hélas, en France et particulièrement depuis mai 1968, la transmission de la culture [33] (dont la morale fait partie) se fait bien moins et bien plus mal. C'est particulièrement vrai du fait de l'Education nationale, comme le montre le texte "[L'enseignement victime de l'idéologie](#)".

2.2 La perte du respect, de la religiosité et de la morale

L'attitude de respect qui accompagne la soumission à une autorité s'est, elle aussi, érodée progressivement. Sous le régime des quatre premières républiques françaises, la grande majorité des citoyens respectaient les enseignants et, plus généralement les personnes instruites, les grands artistes, etc. Mais peu à peu ce respect a diminué en Europe, en même temps que la foi en Dieu.

Quelques statistiques sur la religiosité

Selon [14] page 120, 45 % des Français allaient à la messe toutes les semaines à la Libération ; le chiffre est descendu à 8 %. Selon [26] il est même descendu à 4.5 % ; 36 % seulement des couples sont mariés religieusement ; moins de la moitié des nouveau-nés sont baptisés ; et 40 % des 15-24 ans déclaraient en 1996 n'avoir ni pratique ni sentiment d'appartenance religieuse, contre 33 % en 1987.

Les règles morales de plus en plus oubliées

Les règles morales [33], dont beaucoup sont d'origine religieuse, sont apparues de moins en moins contraignantes. Les hommes ont aussi pris l'habitude de douter de plus en plus de la validité de règles morales admises jusque là. Petit à petit, les habitudes de respect d'autrui se sont perdues ou sont devenues bien moins strictes. Cela se voit de nos jours dans la manière de s'adresser à une autre personne, de l'écouter, de respecter son opinion, de s'habiller proprement pour lui témoigner de la considération, de soigner son orthographe et le choix de son vocabulaire quand on lui écrit. Exemples :

- On entend les journalistes de radio et de télévision parler d'un chef d'Etat en disant "Sarko" ou "Bush" avec un ton souvent méprisant, comme si c'était n'importe qui, comme si sa fonction éminente ne méritait aucun respect.
- Dans *Le Figaro* du 11/01/2006, l'article "Tony Blair veut apprendre le respect à ses compatriotes" écrit :

"...Tony Blair s'applique [...] à effacer les graffitis d'un mur pour illustrer son nouveau projet : le « plan d'action Respect ». Au programme : « Redonner aux citoyens, dont la majorité respecte la loi, le contrôle des rues. » Les familles à problèmes vont devoir suivre des « cours de réhabilitation » expliquant comment être un bon parent [...] ou contrôler son agressivité. [...] Les gens ne pourront plus faire hurler leur musique au milieu de la nuit, car ils risqueront [...] d'être expulsés de leur domicile pour trois mois au plus.

La lutte contre les voyous est une priorité de Tony Blair. Il a pris plusieurs initiatives, dont le célèbre Anti-Social Behaviour Order (ASBO), un avertissement délivré par les autorités aux auteurs de nuisances sociales. Un ASBO non respecté peut conduire à des amendes ou des poursuites pénales. Depuis 1998, plus de 6 500 ASBOs ont été émis..."

Le savoir n'est plus respecté comme naguère, et dans les milieux pauvres les « bons élèves » sont rejetés par une société qui n'accepte de reconnaître comme siens que

les ignorants. En même temps que le savoir, ces groupes rejettent ceux qui respectent les lois écrites ou morales et montrent qu'ils sont intégrés dans la société traditionnelle.

Dans certaines cités, le manque de respect en est arrivé à l'agression d'infirmières qui viennent pour soigner et de pompiers qui viennent pour sauver, à l'incendie de voitures (plus de 45 000 par an en France !), aux insultes racistes, aux vols répétés. Les émeutes d'octobre-novembre 2005 ne furent qu'une amplification de phénomènes commencés en 1981 aux Minguettes, à Vénissieux (Rhône), avec ses incendies de voitures et autres dégradations qui n'ont plus cessé depuis. Et dans tout le monde, le terrorisme islamiste qui vise à détruire la démocratie en tuant indistinctement le maximum de chrétiens, de musulmans, de juifs, etc., est une autre forme de perte de respect, le respect de la vie humaine et de la liberté des autres de croire dans le Dieu de leur choix [\[24\]](#).

Cette érosion de l'autorité et du respect d'autrui a accompagné les progrès de l'égalité, à laquelle chaque citoyen croit de plus en plus, surtout lorsqu'il s'agit d'équité à son égard. Les différences de fortune constatées sont de moins en moins acceptées, de plus en plus considérées comme injustes, voire immorales. Entre un patron qui risque ses biens dans son entreprise et travaille comme un fou, et ses salariés qui ne les risquent pas et font 35 heures, les fortes différences de salaire sont jugées immorales simplement parce que chaque salarié s'estime aussi méritant que son patron, puisque la loi et les habitudes sociales l'affirment son égal. Toute différence de rémunération ou de fortune est jugée inéquitable par ceux qui ont moins, quelles que soient les différences de niveau d'études, de quantité de travail fourni pour réussir ou de capital risqué (voir "[Cours d'économie pour citoyens qui votent - \[137\]](#)").

Le travail est dévalué, c'est une valeur [\[33\]](#) ringarde qui ne donne droit à aucun respect. Pire même, les jeunes ne connaissent plus la règle « le travail est un investissement qui doit précéder le plaisir » (exemples : impossible de jouer du piano sans apprendre d'abord le solfège et faire des gammes, impossible de gagner une compétition sportive sans s'entraîner d'abord, etc.)

La perte de respect pour les autres se manifeste aussi par un individualisme et un égoïsme croissants. Chacun met en avant ses droits et considère que leur satisfaction est primordiale. Chacun s'affirme, considère que son opinion a de la valeur et doit être prise en compte, même si son inculture rend cette opinion infondée : mai 1968 est passé par là. Chacun pense que ses différences sont légitimes et en est fier ; d'où (par exemple) les communautarismes et la volonté de certains musulmans d'imposer des valeurs [\[33\]](#) et habitudes arabes vieilles de 14 siècles à la société française. On ne respecte plus les autres, mais on exige qu'ils vous respectent. Et (parmi les couples qui se marient) la moitié des mariages se terminent en divorce.

Pire même, *en perdant le respect des autres on perd le plus souvent le respect de soi-même.* Parce qu'on n'accorde plus beaucoup de valeur à l'image qu'on donne aux autres de soi-même (les autres ne méritant pas qu'on se donne du mal pour leur présenter une bonne image) et parce que le respect de soi-même exige un effort (dont on n'a plus l'habitude et qui n'a plus de valeur sociale), alors on se néglige. On

s'habille de vêtements à peine propres, on se tient mal, on ment, on triche et on ne respecte plus assez sa santé physique : on ne fait plus assez d'exercice, on se bourre de sucreries, de graisses, d'alcool et parfois de drogue, on s'avachit devant la télévision et les jeux électroniques.

J'ai été stupéfait de constater que les émissions amORAles de « télé réalité » étaient suivies par des millions de téléspectateurs. Ceux-ci se comportaient comme des voyeurs qui aimaient regarder des tranches de vie où les acteurs étaient déshumanisés, réduits à leurs instincts les plus animaux et leurs émotions les plus primitives, ainsi qu'à un espoir de gain facile d'argent et de notoriété acquise sans travailler. Ces émissions étaient une forme de pornographie et une insulte à la dignité de leurs acteurs comme de leurs spectateurs.

Cette évolution est facilitée par [l'affaiblissement progressif des gouvernements français, qui veillent de moins en moins à faire respecter les lois républicaines](#). Voilà des années, par exemple, que je n'ai pas vu une moto qui respecte les limitations de vitesse. Voilà des années que des agents SNCF ou EDF violent impunément les lois lorsqu'ils font grève sans préavis, arrachent des compteurs électriques, utilisent des véhicules de service à des fins sans rapport avec lui, ou font de l'absentéisme. Voilà des années que la classe politique est déconsidérée par tellement de scandales et de promesses non tenues qu'elle a perdu la confiance des citoyens. **A la perte de respect des autres, les Français ont ajouté la perte du respect de l'Etat. Et lorsqu'on ne respecte plus les lois républicaines, on ne respecte plus les principes moraux qui en constituent la base.**

Mai 1968

En rejetant l'ordre public, l'autorité, la responsabilité, la valeur du travail et celle du savoir, mai 1968 a porté le manque de respect à un nouveau sommet : « *Il est interdit d'interdire* ». Nous souffrons encore, près de quarante ans après, des dérives morales que cette époque a encouragées par idéologie. Voici ce qu'en dit [27] pages 58-60 :

"« Il est interdit d'interdire ». C'est où l'on passe de la liberté à la licence, de la révolte à la veulerie [la lâcheté], du relativisme au nihilisme [la négation des valeurs morales [33]]. Cela ne peut mener qu'à la décadence ou à la barbarie. Il n'y a plus ni valeur qui vaille ni devoir qui s'impose ; il n'y a que mon plaisir ou ma lâcheté, que les intérêts et les rapports de forces."

"Si tout est permis, il n'y a rien à s'imposer à soi-même, ni à reprocher aux autres. Au nom de quoi combattre l'horreur, la violence, l'injustice ?"

"Si tout est permis, le terrorisme l'est aussi, et la torture, et la dictature, et les génocides..."

Le refus de toute autorité, caractéristique des gauchistes (terme inventé par Lénine), se manifeste encore, de nos jours, par des partis systématiquement contestataires et utopistes comme Les Verts et le mouvement ATTAC. Leurs membres sont capables de débattre pendant des semaines sans se mettre d'accord, aucun n'acceptant d'écouter les autres et de se rallier à son point de vue. Habiles dans l'art d'agiter, les gauchistes du Nouveau Parti Anticapitaliste dominent plusieurs syndicats, qui contestent tout et veulent comme Les Verts une société communiste sans

concurrence qui n'a aucune chance de voir le jour, ou de durer si on l'instaurait. (Pour plus de détails, voir "[Altermondialisme : une analyse critique](#)".)

2.3 La perte du sens de l'engagement personnel

Voici une citation de Monseigneur Lustiger [15] :

"La première mutation touche à la relation de l'homme et de la femme, l'institution du mariage. Son écroulement soudain dans les jeunes générations est l'un des signes d'un bouleversement profond aux conséquences lointaines. Plutôt qu'un accroissement de la liberté des individus, il révèle un rapide affaissement des raisons de vivre.

La seconde mutation concerne la relation entre les générations, entre les parents et les enfants, dont la cassure est aujourd'hui évidente."

La baisse de la proportion de couples qui s'engagent à vivre ensemble en se mariant, et la forte proportion de divorces parmi ceux qui se sont mariés, ne sont que deux aspects d'un mal plus profond, qui touche énormément de gens : *le refus de s'engager*. De plus en plus de jeunes refusent de s'engager à fonder un foyer stable, ou à consacrer leur vie à un idéal humanitaire, ou à se consacrer entièrement à la réalisation d'un rêve professionnel ou artistique. Ils n'ont plus d'idéal, ou plus assez pour s'adonner à fond, pour s'y engager à la face du monde ; ils n'y croient plus, n'espèrent plus, sont découragés avant même d'avoir essayé. Deux exemples encore :

- [la proportion de syndiqués parmi les salariés français est de 8 % - la plus faible de tous les pays avancés](#), et parmi ces 8 % rares sont ceux qui militent ;
- le nombre de citoyens qui militent pour une opinion politique ou un parti est insignifiant, moins de 2 % des électeurs.

Oh certes, beaucoup de gens font partie d'une association, pour se donner bonne conscience, quand ce n'est pas pour en tirer un avantage ou pour passer le temps. Mais des engagements comme celui-là n'engagent guère, ou pas pour la vie.

Inutile de s'appesantir sur les parents qui n'accordent pas assez de temps à leurs enfants, qui les mettent devant la télé pour s'en débarrasser, ou ne cherchent pas à savoir pourquoi ils ont de mauvais résultats scolaires, ou font de grosses bêtises. Ils s'étonneront peut-être, trente ans plus tard, que leurs enfants les oublient à leur tour.

2.4 La perte du sens du devoir

Ne pas s'engager est souvent un refus du devoir. Des individus qui n'ont pas fini de construire leur personnalité, qui ont des valeurs [33] incertaines ou même fausses, ne voient pas en quoi ils ont certains devoirs ; ils ne voient pas pourquoi il faut être honnête, ou loyal, ou solidaire. D'autres distinguent correctement le bien du mal, mais ne se sentent pas tenus de bien se comporter, lorsqu'ils ne risquent pas une sanction ; ils ne se sont pas aperçus que l'on dort mieux avec une conscience en paix et l'estime des autres.

Le sens du devoir n'est plus ce qu'il était : voilà pourquoi le respect et l'engagement personnel ont reculé.

2.5 Baisse de la pression sociale et augmentation des suicides

A ma connaissance, le père de la sociologie est le Français Emile Durkheim. Dans son célèbre ouvrage [17] il a montré à l'aide de statistiques que *le suicide est un phénomène social*, puisque les taux de suicide varient considérablement en fonction des milieux sociaux. En considérant les trois facteurs d'intégration sociale que sont la religion, la politique et la famille, Durkheim a démontré ce qui suit.

Dans les sociétés occidentales, **plus l'intégration sociale est faible, plus il y a de suicides**. Voici pourquoi. L'intégration sociale produit des contraintes de la société sur chaque individu, contraintes qui définissent le bien et le mal, le permis et l'interdit, c'est-à-dire des valeurs [33]. Lorsque l'évolution de la société où il vit diminue les contraintes de celle-ci sur l'individu, celui-ci trouve de moins en moins de bornes à ses désirs. Ceux-ci augmentent alors, accroissant l'insatisfaction et les frustrations, parfois jusqu'au désespoir qui conduit au suicide.

C'est ainsi que le relâchement des liens familiaux, la plus grande facilité de divorcer et la multiplication des films et publicités érotiques suppriment les bornes des désirs sexuels, accroissant ainsi le fossé entre ce que l'individu désire et ce qu'il peut satisfaire, donc les frustrations. On constate aussi que le suicide est plus fréquent dans les pays où le taux de divorces est plus élevé.

C'est ainsi qu'il y a plus de suicides dans les pays peu religieux (où les contraintes sociales des pratiques religieuses sont peu importantes) que dans les pays religieux.

C'est ainsi qu'il y a plus de suicides à la campagne ou chez les personnes qui vivent seules, qu'à la ville et chez les personnes bien entourées et soumises au jugement de leur entourage.

Dans leur étude [20], Znaniecki et Thomas ont montré que la transplantation consécutive à l'émigration provoquait une désorganisation sociale des familles, qui provoquait à son tour la démoralisation des immigrés ; dans leur pays d'accueil ceux-ci ont alors le sentiment que leur vie n'a plus de sens et de but. L'analogie avec l'état d'esprit de nombreuses personnes issues de l'immigration en France est frappante : **l'immigration constitue en elle-même une cause de démoralisation**. Tant que ces personnes ne se sont pas intégrées pleinement dans la société française, leurs règles de vie sont mal définies, voire contradictoires, d'où leur démoralisation et parfois leur conduite asociale, leur révolte.

Nous avons vu [ci-dessus](#) la perte d'influence de la religion, dont les règles de comportement social sont de moins en moins suivies de nos jours. Nous avons vu la libération des mœurs produite après mai 1968. Nous constatons la perte de respect pour les lois de la République, pour ses députés, son gouvernement, sa justice et ses forces de l'ordre. Nous avons aussi vu la perte de respect des Français les uns pour les autres. Nous verrons plus bas d'autres manifestations de la baisse de pression sociale favorable aux comportements socialement estimables.

Il est donc clair que l'intégration sociale des Français de souche est considérablement plus faible qu'il y a quelques décennies ; et que dire de celle des populations d'origine immigrée...

Nous comprenons à présent, au vu des travaux de Durkheim et de ses successeurs, que les conditions sociales de la sinistrose sont particulièrement remplies dans notre pays.

- D'après [18], il y a eu en 2003, en France, 10 660 suicides (7 940 hommes et 2 720 femmes), et plus probablement 13 000 suicides environ compte tenu des phénomènes de sous-déclaration. En 2001, la France avait le plus fort taux de suicides en Europe des 15 après la Finlande et l'Autriche.
- D'après [19], la probabilité de se suicider des hommes nés en 1956 correspond à 1,8 fois celle des hommes nés en 1930, augmentation considérable correspondant à une forte baisse d'intégration sociale.

Le suicide étant un acte extrême, on conçoit qu'un pays qui compte un fort taux de suicides compte aussi une forte proportion de personnes qui, sans aller jusqu'au suicide, s'estiment désorientées et malheureuses.

2.6 Un bonheur souvent inaccessible

2.6.1 Brefs rappels de psychologie du bonheur

Pour être heureux à un instant donné, l'homme a besoin de deux certitudes :

- Celle de savoir qu'il existe aux yeux des autres, et qu'il se situe de manière enviable ou au moins comparable par rapport à eux ;
- et celle d'être en harmonie avec le contexte où il vit à cet instant-là.

Savoir qu'il existe signifie pouvoir affirmer sa personnalité et ses buts, en les situant par rapport aux autres hommes, et voir ces affirmations acceptées par les autres. Cela signifie devoir faire face à des défis et, lorsqu'on l'a fait avec succès, se sentir plus grand et voir cette grandeur reconnue par les autres. Chaque homme voudrait voir ses qualités, sa position sociale, son travail, etc. appréciés par les autres, et si possible enviés.

C'est à cause de ce besoin essentiel qu'on voit tant de tags et de dessins sur nos murs : ce sont les signatures de gens qui se sentent exclus de la société et veulent affirmer leur existence ; et, avec certains dessins, leur talent artistique. C'est ainsi que le refus de ces exclus d'être traités de « racaille » et de subir de multiples contrôles d'identité est l'une des causes de la révolte des banlieues de l'automne 2005.

Etre en harmonie avec le contexte signifie être bien dans sa peau, sentir qu'on a réussi à atteindre un but qu'on s'était fixé, qu'on est bien intégré dans une société où on joue son rôle avec succès. L'homme est un *être social*. Beaucoup de jeunes des banlieues se sentent rejetés et empêchés de vivre comme les autres Français, et cette non-intégration les met en fureur.

Pour se situer, l'homme a besoin de *repères*, c'est-à-dire de valeurs [33] qui définissent le bien et le mal, le permis et le défendu, le désirable ou l'indifférent, etc. Pour définir sa place dans la société, il a besoin de se représenter celle-ci, avec ses composantes sociales et ses règles de fonctionnement. Il a besoin de se situer par rapport à ces composantes : à *quel(s) groupe(s) est-ce que j'appartiens, quelle est ma fonction, mon rôle dans ce(s) groupe(s)*, et surtout *suis-je indispensable ou au*

moins apprécié ? Il a aussi besoin de se situer par rapport aux règles de fonctionnement de la société : quelles règles de vie ai-je accepté, quels buts me suis-je donné ?

Pour être bien dans sa peau, l'homme a besoin de *succès reconnu par les autres* dans ce qu'il a entrepris ; il en a besoin autant que de santé physique. Le succès est une preuve d'harmonie.

2.6.2 Inversion des valeurs chez les jeunes en situation d'échec

En même temps qu'ils ont perdu le respect, certains hommes ont perdu leurs repères, ou ne les ont pas construits pendant leur enfance et leur adolescence. Manquant d'affection de la part de leurs parents, ils n'ont connu de l'amour que les caricatures des films télévisés. Manquant de leçons familiales - ou au moins scolaires - sur le bien et le mal, le permis et l'interdit, les droits et les devoirs, ils n'ont appris que les règles des bandes du quartier et celles des films de violence. Manquant de respect de la part des autres, ils ne respectent que la force, imposée par la contrainte. Manquant d'instruction civique, ils ont de la société une image déformée, cruelle et injuste.

A chaque occasion, ils ont constaté qu'ils n'étaient pas en harmonie avec leur contexte de vie. A l'école, lorsqu'ils se comparaient aux autres, ils se trouvaient parmi les mauvais ; lorsqu'un test vérifiait leurs aptitudes, ils échouaient : mauvais en lecture, en dictée, en mathématiques, etc. Plus tard, lorsqu'ils cherchaient un travail, ils faisaient partie de ceux qui n'en trouvaient pas. Ils vivaient dans un quartier pauvre, dominé par des caïds, sans espoir d'en sortir ; du reste, leurs parents et leurs frères et sœurs y étaient toujours, parfois depuis des décennies. La société française, dont la télévision montrait souvent l'opulence et la réussite, les rejetait. Ils avaient moins d'argent que les autres. La police les soupçonnait en vérifiant leurs papiers plus souvent que ceux d'autres gens, et ces soupçons étaient insultants.

Constatant que d'autres possèdent les biens et les qualités qu'eux-mêmes n'ont pas ; constatant que d'autres ont dans la société une place et une importance qu'eux-mêmes n'ont pas ; ayant perdu l'espoir d'atteindre jamais le même niveau de reconnaissance sociale que les autres, *ils deviennent envieux. La psychologie nous apprend alors qu'ils inversent les valeurs : ils déclarent mauvais ce qui est désirable pour les autres et bon ce qui représente leur condition personnelle :*

- Il est mauvais d'être intelligent ou bon élève, mais bon et valorisant d'être un cancre qui déclare inutiles l'intelligence et l'effort scolaire ;
- Il est mauvais d'être bien habillé, mais bon de montrer par ses vêtements qu'on appartient à une société de quartier différente de celle des bourgeois ;
- Il est mauvais de travailler (inversion de valeur : on déclare détestable ce qu'on n'a pu obtenir ou pas pu bien faire) et il vaut mieux voler ou vendre de la drogue ;
- Il est mauvais de respecter la société et les gens qui représentent ses valeurs :
 - Les policiers et les juges, qui représentent l'ordre et le respect de la loi sont des ennemis ;
 - Les médecins, infirmières et pompiers, qui représentent des services de la société détestée, doivent être bombardés d'objets divers pour qu'ils sachent combien on les hait ;

- Les voitures et magasins, symboles de l'argent des autres, doivent être dégradés ou détruits, pour qu'ils ne représentent plus une supériorité par rapport à sa propre misère ;
- Les instituteurs et professeurs qui représentent le savoir et l'autorité de celui qui enseigne doivent être méprisés et insultés, etc.

Cette inversion des valeurs fait alors de ces personnes des ennemis de la société.

Les messages des media et l'exemple des caïds du quartier provoquent, chez les gens qui ont des repères affaiblis, l'envie de posséder, jouir, désobéir et dominer eux aussi. Mais comme le plus souvent ils ne peuvent satisfaire ces envies, ils en conçoivent frustration, envie et rancœur.

Dans certaines parties de la population, cette frustration se traduit à la fois par un désespoir d'atteindre jamais le bonheur qu'ils voient chez d'autres, et par la certitude d'être victimes du mépris du reste de la société française, qui les rabaisse et les prive de leurs droits. D'origine musulmane, certains se réfugient dans la religion, qui leur apporte des repères, un respect d'eux-mêmes et l'espoir d'une récompense s'ils suivent les règles coraniques.

Voir aussi [l'influence des cultures africaines et maghrébines sur la prédisposition des jeunes à la violence](#).

2.6.3 Rapport Obin : l'islamisation extrémiste dans l'Education nationale

Voici deux extraits du rapport de l'Inspecteur Général de l'Education nationale J-P Obin [16], après enquête dans des dizaines d'établissements d'enseignement français :

"Les manifestations observées en milieu scolaire, individuelles et le plus souvent collectives, revêtent des formes parfois licites (comme la participation au jeûne rituel ou le refus d'aliments non consacrés, ou encore le marquage vestimentaire des parents), parfois illicites (comme l'absentéisme sélectif, ou le refus ou la contestation d'activités et de contenus d'enseignement), ou au caractère parfois plus difficile à apprécier (comme certaines revendications d'adaptation de la vie scolaire ou des contestations politico-religieuses.)"

"Dans certains quartiers, qui sont loin répétons-le de se cantonner aux banlieues des grandes villes, se sont déjà édifiées des contre-sociétés closes dont les normes sont le plus souvent en fort décalage voire en rupture avec celles de la société moderne et démocratique qui les entoure. Il ne s'agit nullement pour ces populations d'un repli identitaire des plus anciens, mais bien d'une identité de substitution qui se diffuse d'abord parmi les jeunes de la seconde ou troisième génération. Le terreau social sur lequel se développent ces évolutions est bien connu, c'est la ségrégation dont sont victimes ces populations devant l'accès à l'habitat, à l'emploi et aux loisirs, du fait de la xénophobie et du racisme, depuis leur arrivée sur le sol national. L'intériorisation de cette injustice porte toute une jeunesse vers le ressentiment, le repli et parfois la radicalisation. Des organisations, le plus souvent structurées sur le plan international, prospèrent sur ce terreau et assurent à cette nouvelle identité "musulmane" une promotion efficace, dans une surenchère permanente qui donne aux plus radicaux souvent le plus de poids auprès des plus jeunes ou des plus fragiles (parmi ces derniers

on peut placer un certain nombre de jeunes convertis ; la direction centrale des renseignements généraux estime ces radicaux à 1100 sur environ 50 000 convertis).

Le projet de ces groupes ouvertement ségrégationnistes et qui dénoncent l'intégration comme une apostasie ou une oppression, va encore plus loin. Il est aussi de rassembler ces populations sur le plan politique en les dissociant de la nation française et en les agrégeant à une vaste "nation musulmane". Nous avons dit combien ce projet nous semblait déjà bien diffusé et mis en œuvre dans la jeunesse scolarisée, notamment auprès de ces collégiens et lycéens qui refusent, parfois massivement, de s'identifier comme "Français" et ont pris comme héros les partisans de la guerre à outrance contre le monde occidental."

Le rapport Obin est extrêmement inquiétant : il confirme l'émergence dans la jeunesse issue de l'immigration musulmane d'une société islamisée ennemie de la société française, avec sa propre contre-culture, et liée au terrorisme islamiste international.

2.7 Des jeunes attirés par le mal

De tout temps les jeunes ont voulu changer le monde. Certains ont voulu changer la société par la révolution politique. D'autres ont voulu changer l'art, en essayant de peindre, de sculpter, de composer ou d'écrire autrement que leurs aînés. D'autres encore ont voulu changer les sciences : beaucoup de très grandes avancées sont le fait de très jeunes gens (Einstein, Fermi...). En s'opposant à leurs aînés, les jeunes ont voulu plus que se faire une place au soleil, leur dynamisme traduisait un espoir de progrès.

Hélas, les choses ont changé. De nos jours, trop de jeunes sont désabusés. A force d'échecs et de mépris, ils ne croient plus pouvoir changer le monde, ils n'ont plus guère d'espoir de s'y faire une place. Privés désormais d'une bonne part des repères traditionnels, beaucoup de jeunes s'en construisent de nouveaux. Et pour s'opposer à leurs parents comme la génération précédente, ils choisissent de glorifier le Mal, comme dans les films d'extrême violence et les jeux vidéo.

Pour certains, cette glorification est un jeu : ils portent des vêtements noirs avec des symboles sataniques, écoutent des musiques tristes dans l'obscurité et se disent « gothiques », ou adorateurs de Satan qui s'oppose à Dieu. Pour la plupart d'entre ces jeunes, cette contre-culture ne dégénère pas ; pour un petit nombre, hélas, elle favorise la violence : tombes profanées, néonazisme, satanisme, actes de destruction ou de mutilation, etc. Certains espèrent trouver dans ces pratiques, dans l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes ou le mal qu'ils peuvent causer, une « toute-puissance » symbole d'une place qu'ils n'espèrent pas trouver dans la société.

D'autres jeunes choisissent l'oubli dans la drogue et son paradis artificiel, d'autres encore brûlent des voitures, des lieux de culte ou des écoles.

Notre civilisation a toujours compté sur le dynamisme de la jeune génération pour une bonne part de ses progrès. Hélas, aujourd'hui et particulièrement en France, beaucoup de jeunes ne veulent plus se battre pour ce progrès ; ils redoutent l'avenir et n'aspirent plus qu'à une jouissance immédiate.

2.7.1 Ceux qui deviennent casseurs ou terroristes

L'inversion de valeurs [33] fréquente chez les jeunes Français, particulièrement ceux issus de l'immigration, en fait basculer certains dans la violence : ils deviennent casseurs, brûlent des voitures, etc. Un tout petit nombre bascule dans le terrorisme. La psychologie du phénomène est analysée en détail dans "[Pourquoi sont-ils devenus casseurs ou terroristes ?](#)".

2.8 Un enseignement inadapté

Une des conséquences de mai 68 est l'évolution des méthodes d'enseignement de l'Education nationale. Désormais « centrées sur l'élève », elles mettent l'accent sur le développement et l'affirmation de sa personnalité, au détriment de son effort d'écoute du maître (qu'on ne respecte plus) et de compréhension de son enseignement (dont on doute de l'utilité). Du coup, les jeunes ne respectent plus ni les grands auteurs, ni les grands savants, ni l'effort pour apprendre la science, l'histoire et les valeurs [33] qui font notre [culture](#). Ils s'affirment et clament leurs convictions personnelles, sans avoir les connaissances nécessaires pour que leurs idées aient de la valeur.

On encourage les jeunes à ne plus apprendre des autres, à tout redécouvrir par eux-mêmes, ce qui ne marche pas du tout en matière de sciences (le nombre d'Einstein est réduit), de philosophie (peut-on découvrir soi-même ce qu'ont apporté Descartes et Kant), d'expression française (on ne réinvente ni le vocabulaire ni la grammaire), de littérature (on n'étudie plus jamais un livre entièrement) et de citoyenneté (on ne redécouvre pas par soi-même les institutions et les lois de la République). On ne se fatigue plus à faire des démonstrations de géométrie et on n'apprend plus le latin, tant pis pour la rigueur que ces disciplines apportaient. On n'apprend plus à se concentrer pour calculer mentalement, puisqu'il existe des calculettes.

Le manque de lecture entraîne toujours le manque de vocabulaire, et quand on ignore les mots on ignore les concepts ou les valeurs morales [33] qu'ils expriment, et on ne peut ni élaborer une pensée rigoureuse, ni exprimer des sentiments autrement que par des gémissements ou une violence bestiale. En fait, *sans les mots on ne pense pas, et on ne peut comprendre le monde alentour.*

Incompris, ce monde inquiète. Et les gens inquiets qui ne peuvent se rassurer en réfléchissant ou en dialoguant avec leurs semblables ont souvent tendance à réagir par la violence. **Le manque de respect a donc entraîné le manque de lecture, dans l'enseignement puis dans la vie, et le manque de lecture a entraîné l'ignorance, qui entraîne la violence.**

En fait, c'est la langue française elle-même qu'on ne respecte plus et qu'on massacre dans l'enseignement : voir le court texte "[Non-assistance à langue en danger](#)".

L'enseignement traditionnel inculquait la valeur du travail : *qui travaille réussit*. Marque d'harmonie, la réussite est une composante du bonheur. A force d'avoir la quasi certitude d'une récompense lorsqu'il s'est donné du mal, par des paroles

élogieuses, une bonne note ou un prix en fin d'année, l'élève associe travail scolaire et future récompense, et il prend l'habitude de travailler. Mieux même, il y prend plaisir, parce qu'à chaque fois qu'il apprend quelque chose il a l'impression de s'enrichir, de devenir plus fort, plus estimable pour les autres.

Devenu adolescent puis adulte, le travail et l'effort lui paraissent alors naturels. Le travail bien fait finit par faire partie du respect de soi-même : on se méprisera de l'avoir bâclé. Tout homme est alors comme le pianiste qui doit faire six heures d'exercices par jour et les fait avec joie ; il est comme le sportif qui doit s'entraîner, manger et dormir en vue des compétitions futures, et accepte cette discipline de vie. Chaque effort pour relever un défi, pour se dépasser, devient source de plaisir avant même que le succès final récompense ces efforts.

Mais hélas, de nos jours on évite de noter les élèves, pour ne pas que certains puissent souffrir de la comparaison aux autres. Souvent, ceux qui ont bien travaillé ne se sentent pas récompensés. Dans certaines classes, le passage dans la classe supérieure est acquis même si on n'a pas travaillé. Tout se passe alors comme si le travail n'était plus une valeur, et beaucoup d'élèves n'en prennent pas l'habitude à l'âge où l'on apprend la vie. Et dans les cités « sensibles » la motivation d'apprendre disparaît avec l'espoir de trouver ensuite un travail.

Les statistiques de médiocrité des élèves citées par les enseignants sont effrayantes, pour le niveau d'ignorance atteint comme pour la baisse rapide, année après année, du volume et de la profondeur de leurs compétences [1].

A une époque où Internet donne accès à un extraordinaire volume de textes, les difficultés de lecture d'élèves qui n'ont plus l'entraînement nécessaire, et leur manque de vocabulaire, les privent de connaissances que les jeunes d'autres peuples peuvent mobiliser. Le manque d'habitude de réfléchir et, plus généralement, d'absorber et de mettre à profit les idées d'autrui, privent de nombreux jeunes de la possibilité d'accéder à des carrières techniques ou scientifiques porteuses d'avenir.

Manquant de vocabulaire faute d'avoir assez lu, il y a beaucoup de concepts qu'ils ignorent, donc beaucoup de phénomènes de la vie de tous les jours qu'ils ne comprennent pas. Ils ont aussi du mal à s'exprimer, donc à se faire comprendre et à convaincre ; d'où un sentiment de rejet par les autres, d'absence de prise sur le monde qui les entoure, d'où une volonté de révolte.

A force de développer la personnalité des jeunes au détriment de leurs connaissances et de leur aptitude à les utiliser, on développe leur esprit de critique et de revendication sans habitude de travailler dur. On ne leur apprend plus à maîtriser leurs émotions et leurs envies, et on les sanctionne peu lorsque leurs actes dérapent. Soucieux de faire respecter leurs droits par la société, et n'ayant guère appris qu'ils ont des devoirs envers elle, les jeunes se révoltent en constatant qu'il faut se battre pour décrocher un emploi, et que beaucoup d'entre eux (souvent 30 ou 40 % dans les cités) restent plusieurs années au chômage. Mais qui peut encore croire qu'au XXIème siècle un ignorant qui n'a pas l'habitude de travailler dur peut trouver un emploi ? Dans la compétition économique chaque jour plus dure avec la Chine et l'Inde, pays où la scolarisation est aujourd'hui au même niveau que chez nous, [qui peut espérer que des Français sans qualification auront encore du travail ?](#)

A force de rejeter la vertu lorsqu'elle exige de faire des efforts sur soi-même, beaucoup de jeunes ont une hiérarchie de valeurs [33] déficiente. Du coup, ils sont

mal dans leur peau, mal intégrés dans une société qu'ils ne comprennent pas et qu'ils trouvent inéquitable à leur égard. Et ils se révoltent et veulent en détruire tous les symboles : bâtiments, policiers et pompiers, etc.

Voir en complément les textes sur les problèmes de l'enseignement [3].

3. Pourquoi la sinistrose actuelle ?

3.1 Analyse de la sinistrose

Le progrès technique rapide et la complexification de la société font qu'il faut savoir de plus en plus de choses pour comprendre le monde alentour. Les informations nécessaires existent et sont faciles d'accès, par exemple sur Internet. Mais pour comprendre les concepts correspondants on a besoin d'un vocabulaire assez développé et de l'habitude de réfléchir, *aptitudes que possèdent surtout les gens instruits*. On a aussi besoin de l'habitude de se donner du mal, parce que les réponses n'arrivent pas toutes seules, qu'il faut en chercher les éléments puis les assembler, les structurer et accepter de remettre en question ce qu'on sait - donc se remettre en question.

Ces exigences sont excessives pour la plupart des jeunes gens : nous venons de voir qu'[ils ont été mal formés par l'Education nationale à partir de 1970 environ](#). Si on ajoute à leur handicap de formation celui de la perte de temps, et de l'habitude de passivité acquise avec 3 heures et demie de télévision par jour, on arrive à une situation d'incompréhension : *la grande majorité des gens, jeunes ou adultes, ne comprennent pas le monde où ils vivent. C'est ce que confirme [4] : les Français peu instruits ne comprennent pas le monde où ils vivent, donc ils en ont peur.*

Ils n'en comprennent pas les principales techniques et encore moins les principes scientifiques sous-jacents, d'où une attitude de crainte superstitieuse vis-à-vis des OGM, du nucléaire, du rayonnement des téléphones portables, et de la mondialisation avec son libéralisme et ses multinationales. Ils ne connaissent rien à l'électronique, à l'informatique et à l'économie, pourtant présentes à chaque heure de leur vie.

L'incompréhension des mécanismes économiques les conduit à des illusions sur ce qu'une entreprise ou un gouvernement peuvent donner, puis à des déceptions et des révoltes quand ils n'obtiennent pas de solution au *problème qui les inquiète le plus depuis un quart de siècle : le chômage*. Entre 1981 et 2007 aucun gouvernement n'a satisfait les Français, puisqu'ils ont profité de chaque élection générale pour changer de majorité : gauche, droite, gauche... depuis plus de vingt ans [2]. De plus en plus d'exaspérés votent extrémiste, à droite ou à gauche, et d'autres ne votent plus.

La plupart des opposants au Traité constitutionnel européen étaient des exaspérés, plus soucieux d'exprimer leur ras-le-bol que de l'avenir de l'Union ; ils étaient si bloqués mentalement qu'ils refusaient de voir qu'une réponse « non » donnait la certitude que l'Union continuerait exactement comme ce qu'ils détestent aujourd'hui. Ils n'avaient rien compris à l'Europe, rien compris au libéralisme. Ils jugeaient sans savoir.

La conséquence de l'incompréhension est un réflexe bien humain : *ce qu'on ne comprend pas fait peur*. Les Français comprenant de moins en moins le monde où ils vivent, ils en ont peur et cela sape leur moral.

3.1.1 Le travail, une valeur fondamentale de l'identité d'une personne

D'après [13], lorsqu'on demande aux gens « qu'est-ce qui permet le mieux de dire qui vous êtes ? », 86 % des personnes citent leur famille et 40 % leur métier, leur situation professionnelle, leurs études.

Pour les cadres et les indépendants, le travail est un important vecteur d'épanouissement et de réalisation personnel ; pour les ouvriers et employés, par contre, il a moins d'importance, d'autant moins qu'ils sont peu qualifiés. Les gens qui sont satisfaits de leur travail accordent à celui-ci plus d'importance que ceux qui n'y voient qu'une obligation pour gagner leur vie. Plus le niveau d'études d'une personne est élevé, plus elle se définit par son travail. Enfin, les retraités qui ont une activité, par exemple bénévole dans une association, sont plus heureux que ceux qui sont inactifs.

Le travail est une valeur [33] fondamentale, indispensable à la construction de l'identité de chacun. Etre privé de travail lorsqu'on n'est pas à la retraite ou encore étudiant, c'est être privé de statut social reconnu par les autres, donc d'identité ; on est alors mal dans sa peau ; toutes les personnes en âge de travailler en souffrent, et d'autant plus que leur niveau d'études est élevé. Le travail rend d'autant plus heureux qu'on a une qualification élevée, que la fonction permet de s'exprimer et de compter dans la société, qu'on exerce une activité à large autonomie et/ou responsabilité. Enfin, le travail fait d'autant plus souffrir qu'on estime ne pas avoir la place qu'on mérite.

3.1.1.1 L'identification au rôle social : une étape indispensable dans la construction de soi

Le psychiatre suisse Jung (1875-1961) a montré que *la construction de soi exige une étape d'identification à son rôle social, à son métier*. Beaucoup de jeunes sont privés pendant des années de travail - et même d'espoir d'en avoir un, donc d'obtenir une place dans la société. Dévalués à leurs propres yeux, ils ne peuvent finir de se construire, manquent de certaines valeurs repères [33] et sont constamment insatisfaits. Et un certain nombre d'adultes, chômeurs de longue durée, finissent par se déconstruire en partie, perdant alors eux aussi certaines valeurs et l'aptitude au bonheur.

3.1.1.2 La discrimination dans l'accès au travail ou au logement

Beaucoup de jeunes Français issus de l'immigration souffrent de discrimination à l'embauche. On leur refuse souvent un emploi parce que leur nom est d'origine africaine ou turque, bien que la discrimination soit illégale (voir étude [21]). On refuse parfois de leur louer ou de leur vendre un logement « parce que la présence d'immigrés dans un immeuble ou un quartier dévalue les autres logements ». De temps en temps les media parlent de punitions infligées à des personnes qui discriminent ainsi, mais pas assez souvent et ces méfaits continuent. Et ces jeunes en souffrent profondément.

3.1.1.3 Les trappes à chômage

Une partie de la population s'avère défavorisée pour l'accès à l'emploi, *génération après génération* : [il y a en France des « trappes à chômage »](#). C'est ainsi que [\[12\]](#) nous apprend que :

- Page 299 :

"Les jeunes dont le père est d'origine maghrébine sont les plus touchés par les difficultés d'insertion sur le marché du travail. Au bout de 5 ans, la moitié d'entre eux n'ont pas d'emploi stable contre un tiers des jeunes dont le père est né en France. Leur risque de non-emploi prolongé est 2 fois plus élevé que la moyenne. Les jeunes dont le père est issu d'autres courants migratoires extra-européens (Turquie, Afrique noire, Moyen-Orient, etc.) connaissent dans leur ensemble des difficultés d'insertion équivalentes à celles des jeunes de père maghrébin.

Les difficultés sont particulièrement aiguës lorsque les deux parents sont tous deux d'origine extra-européenne, alors que l'insertion des jeunes issus de couples mixtes, par exemple franco-maghrébin, s'apparente à celle des jeunes issus de couples français."

- Page 301 :

"Environ 12 % des jeunes déclarent qu'avant leurs 16 ans un de leurs parents a été confronté à une longue période de chômage. [...] Ce chômage des parents semble avoir un impact important sur la réussite scolaire des enfants. Ainsi, pour les enfants d'employés, la probabilité de sortir du système éducatif sans qualification apparaît 2 fois plus élevés pour ceux dont un parent a été confronté au chômage de longue durée que pour les autres.

Cet effet se prolonge même au-delà, dans l'insertion sur le marché du travail. Ainsi, à niveau de formation, origines sociale et nationale équivalents, un jeune dont un parent a été confronté à un chômage long présente un risque 30 % plus élevé de rester presque toujours hors de l'emploi plutôt que d'obtenir un emploi stable."

Ainsi, il y a en France des familles où « on est chômeur de père en fils », familles où le désespoir pousse les jeunes à toutes sortes de révoltes. C'est d'autant plus grave que les jeunes qui n'ont pu se construire par leur travail manquent de valeurs [\[33\]](#) leur permettant de résister à la tentation d'être violents.

3.1.1.4 L'aliénation dans le travail

L'activité dans une entreprise soumise à la concurrence est organisée pour l'efficacité, pas le bonheur des salariés. Si un salarié s'investit dans son travail, en participant à la réalisation d'un objet ou d'un service, et qu'ensuite cet objet ou ce service est commercialisé par l'entreprise à son profit, le salarié peut avoir l'impression d'une injustice qui le dépouille des fruits de son travail, c'est-à-dire d'une aliénation.

Exemple : dans un grand garage, un mécanicien qui a réussi un réglage parfait du train avant d'une voiture mais ne voit pas le client qui la conduira, peut être frustré qu'on ne reconnaisse pas son mérite ; le chef d'atelier ne lui parle de son travail que s'il a quelque chose à lui reprocher.

Si en plus d'être privé de la reconnaissance de son mérite le salarié a l'impression d'être exploité, c'est-à-dire payé moins qu'il vaut par une entreprise qui fait des bénéfices sur son dos, il est encore plus frustré.

Lorsque ce sentiment d'injustice perdure jour après jour et année après année, le salarié perd tout ou partie de l'intérêt pour son travail, auquel il ne s'identifie plus. Il ne se sent lui-même qu'en dehors de ce travail, qu'il ne fait plus que pour gagner sa vie.

Il est clair que l'aliénation est pour un salarié un problème psychologique, provenant :

- D'une part de faits réels : salaire inférieur aux conditions habituelles du marché du travail, etc.
- D'autre part d'une mauvaise communication :
 - Personne n'explique aux salariés que ce n'est pas tant l'effort que l'entreprise paie, mais *ce que le salarié fait gagner à l'entreprise et la difficulté qu'il y aurait à le remplacer, c'est-à-dire sa rareté*. C'est pourquoi un PDG qui fait gagner des centaines de millions à son entreprise et qu'on aurait du mal à remplacer est payé comme un sportif célèbre. Il ne faut pas être plus jaloux de lui que d'un grand footballeur ou d'un coureur automobile ;
 - Sa hiérarchie n'explique pas au salarié pourquoi son travail ne peut être payé davantage : il y a des coûts autres que son propre salaire et les charges associées ; il faut rétribuer les actionnaires (épargnants qui vivent de ces dividendes comme ce sera son propre cas une fois à la retraite) ; les bénéfices sont indispensables pour que l'entreprise puisse investir en matériel moderne, en R&D, etc.
Lorsque j'étais chef d'entreprise en Allemagne, je donnais accès permanent à la comptabilité aux délégués du personnel, pour qu'ils connaissent la situation de notre entreprise commune aussi bien que moi ;
 - Sa hiérarchie oublie de féliciter le salarié lorsqu'il travaille bien, de lui parler de la satisfaction de ses clients. Certaines entreprises font signer leur travail par les salariés qui l'ont fait (exemple : chez certains constructeurs, les ouvriers de l'équipe qui a monté un moteur de voiture signent sur une fiche, acceptant ainsi la responsabilité de leur travail et affirmant leur fierté de l'avoir bien fait).

Dans la fonction publique, le caractère trop souvent impersonnel du travail provoque une frustration. Chaque agent se sait remplaçable et à l'abri des reproches. Son augmentation dépend bien plus de l'ancienneté que de la qualité, la quantité et la ponctualité de son travail. Bien que l'aliénation soit différente chez un fonctionnaire, il la ressent comme un salarié du secteur privé, car tous deux sont des hommes.

3.1.1.5 La peur de perdre son emploi

Selon [22] :

"C'est l'un des nombreux paradoxes du marché de l'emploi en France. Jamais le sentiment d'insécurité n'a été aussi fort, jamais les salariés n'ont autant eu l'impression d'être victimes ou menacés par la précarité et pourtant, les chiffres font état d'une stabilité professionnelle constante. La longévité dans une même

entreprise ne régresse pas. Cela se vérifie en France, mais aussi en Allemagne, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

« Malgré un sentiment général d'insécurité croissante (...), la stabilité de l'emploi reste une caractéristique marquante des marchés du travail contemporains [dans les pays de l'OCDE]. En 2002, le travailleur allemand moyen restait chez le même employeur 10,7 ans, le Français 11,3 ans, le Britannique 8,1 ans et l'Américain 6,6 ans », observait au début de l'année Peter Auer, coauteur avec Sandrine Cazes d'un article sur le sujet publié dans la Revue internationale du travail."

"En réalité, c'est la perception de la précarité qui s'est profondément modifiée en trente ans. « Dans le passé, la plupart des emplois étaient perçus comme sûrs et stables. Cette impression a été mise à mal par l'expérience de ces vingt dernières années, marquées par la persistance de hauts niveaux de chômage », notent les experts de l'OCDE."

Pour le « salarié moyen », la probabilité de perdre son emploi n'est donc guère plus grande de nos jours qu'il y a une vingtaine d'années. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que :

- l'accès à un emploi stable est bien plus difficile pour les jeunes d'aujourd'hui qu'il l'était pour leurs parents au même âge ;
- la perte d'emploi touche beaucoup plus les jeunes et les salariés en CDD, qui servent de « variable d'ajustement », que les travailleurs plus âgés.

En conclusion, le pessimisme des Français concernant la pérennité d'un emploi CDI est exagéré, les chiffres le montrent.

3.1.1.6 La peur de la mondialisation

Ce sujet est analysé dans le texte "[Mondialisation : comment c'est arrivé et faut-il l'accepter ?](#)"

3.1.2 Les inégalités

Les psychologues nous ont expliqué depuis longtemps que *chaque individu se compare sans cesse aux autres, et qu'il ne peut être heureux que s'il a autant ou plus de biens matériels et d'influence dans la société* (notoriété, pouvoir de décision, estime des autres, etc.)

Exemple : je connais un voisin, cadre dirigeant qui gagne environ 100 000 euros par an, qui est malade d'envie lorsqu'il entend parler de "parachutes dorés" de plusieurs millions d'euros payés à des PDG qui quittent leurs fonctions. Il s'étrangle de jalousie et crie à l'injustice...

En outre, la société fournissant à chacun de ses membres des services publics (enseignement, soins hospitaliers, sécurité, justice, etc.) chacun tient à en bénéficier au moins autant que la moyenne des autres, et si possible plus. Enfin, tout citoyen étant soumis à divers impôts et taxes, voudrait être traité dans ce domaine au moins aussi bien que les autres membres de sa catégorie, voire que la moyenne nationale des citoyens.

Les gens sont donc sensibles aux inégalités, en France comme ailleurs. Ils le sont d'autant plus que divers politiciens et syndicalistes, jouant habilement des media, ne manquent jamais une occasion de susciter leur colère à l'occasion d'injustices ou de privilèges. C'est pourquoi j'ai étudié ce domaine dans trois textes où abondent les comparaisons :

- "[Les inégalités en France](#)" ;
- "[Niveau de vie, inégalités et pauvreté, en France et aux Etats-Unis](#)" ;
- "[Assurance maladie et pensions aux Etats-Unis et en France](#)".

3.1.3 La générosité des Français

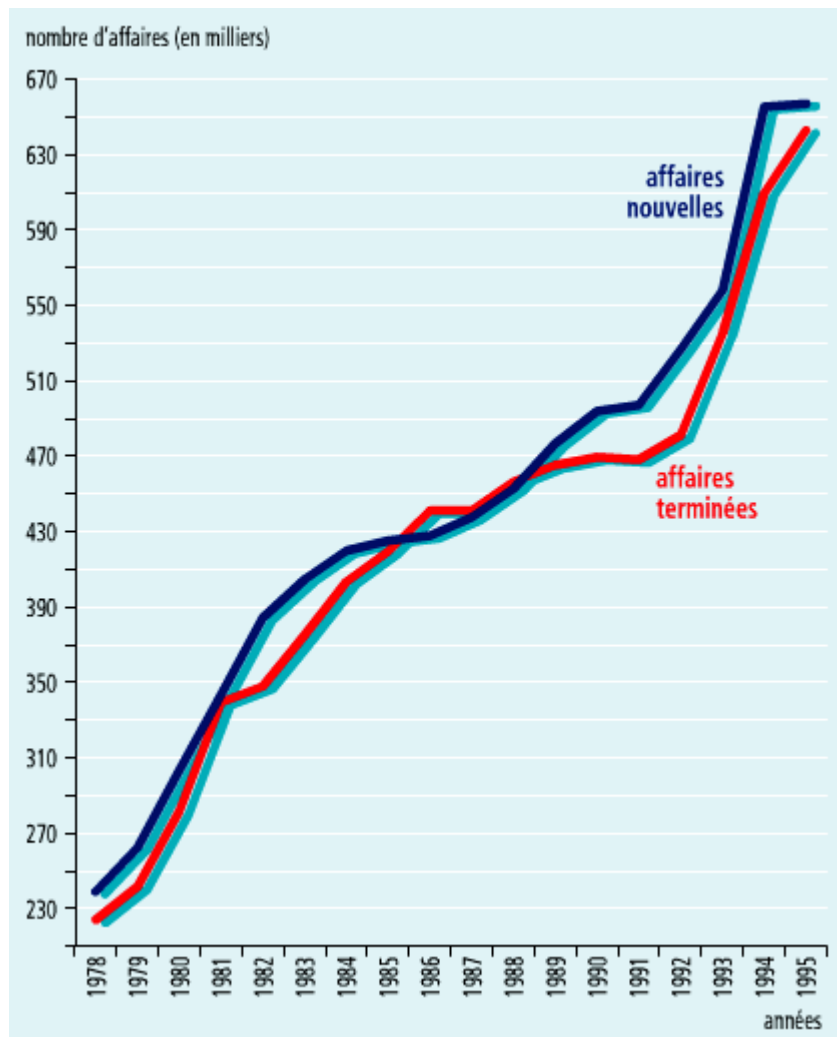
Jusqu'à ce point, le début de ce chapitre a donné une image tristement négative de la France et des Français ; hélas, la suite ne sera pas plus joyeuse. J'ai donc voulu délibérément interrompre cette litanie décourageante en montrant un des aspects de la France dont je suis le plus fier en tant que Français : notre générosité. Cet aspect ne s'est jamais démenti depuis mon arrivée en France, à l'été 1948, lorsque ce pays a partagé avec les réfugiés que nous étions, mes parents et moi, sa nourriture qui était rationnée.

Je trouve admirables les élans de générosité des Français à l'occasion de grandes causes comme le Téléthon, les dons aux victimes du tsunami ou le bénévolat de plus de 10 millions de personnes dans des associations. Et que dire des "[Restos du Cœur](#)", où plus de 40 000 bénévoles distribuent chaque hiver aux pauvres plus de 58 millions de repas ?

J'admire aussi le dévouement des agents EDF qui rétablissent le courant en plein hiver après une tempête en travaillant jour et nuit dans la neige et le froid, et celui des pompiers, professionnels ou volontaires, qui sauvent tant de vies et tant de biens au péril de leur propre vie.

3.1.4 L'hostilité ambiante

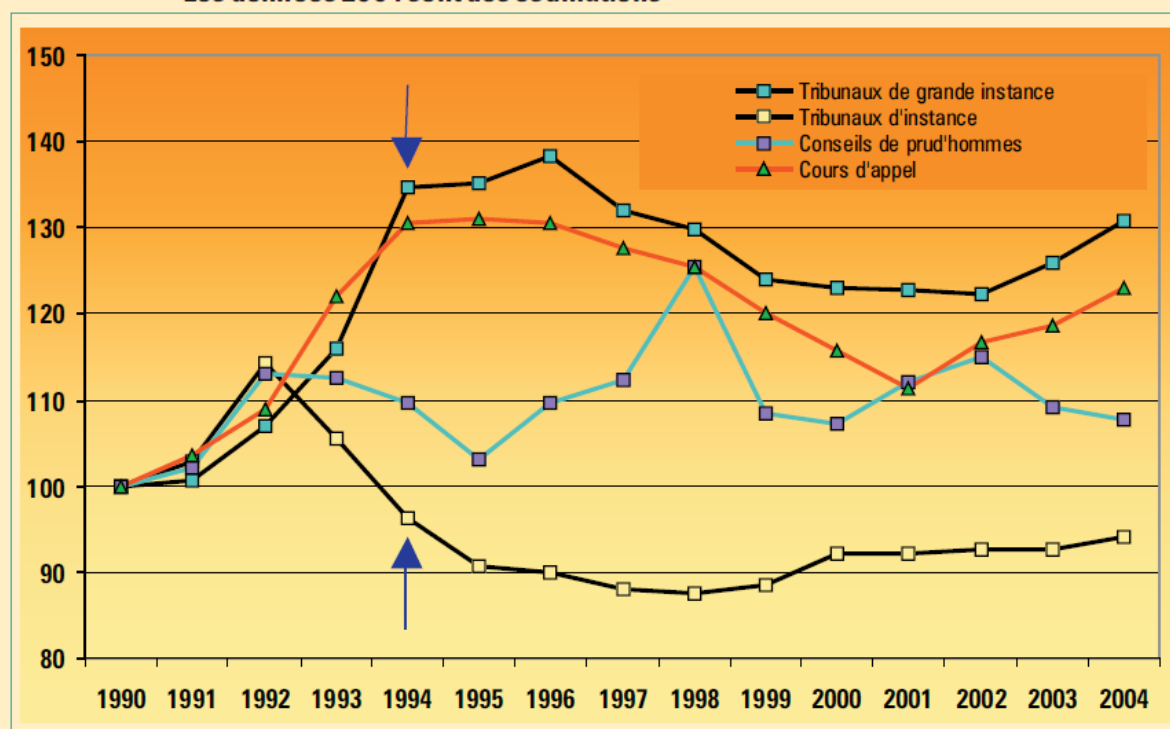
Mais un autre aspect de notre vie en société m'inquiète : *l'hostilité croissante des rapports entre les gens*. Le graphique ci-dessous, issu de l'article "Le pouvoir judiciaire" de l'Encyclopédie Universalis version 10, montre qu'*en 17 ans le nombre d'affaires civiles traitées par la justice a triplé*.



Nombre d'affaires traitées par la justice de 1978 à 1995

La croissance du nombre d'affaires civiles s'est arrêtée en 1994, lorsque les contentieux familiaux ont cessé d'être traités par les tribunaux d'instance (TI) pour être traités par les tribunaux de grande instance (TGI). C'est ce que montre le graphique ci-dessous, issu de [\[9\]](#) :

Graphique. Évolution du nombre d'affaires civiles nouvelles. Base 100 en 1990
Les données 2004 sont des estimations



Note de lecture : les flèches signalent en 1994 le transfert des contentieux familiaux des TI vers les TGI

Evolution du nombre d'affaires civiles (base 100 en 1990)

Le bulletin officiel [\[9\]](#) donne les statistiques suivantes pour 2004 :

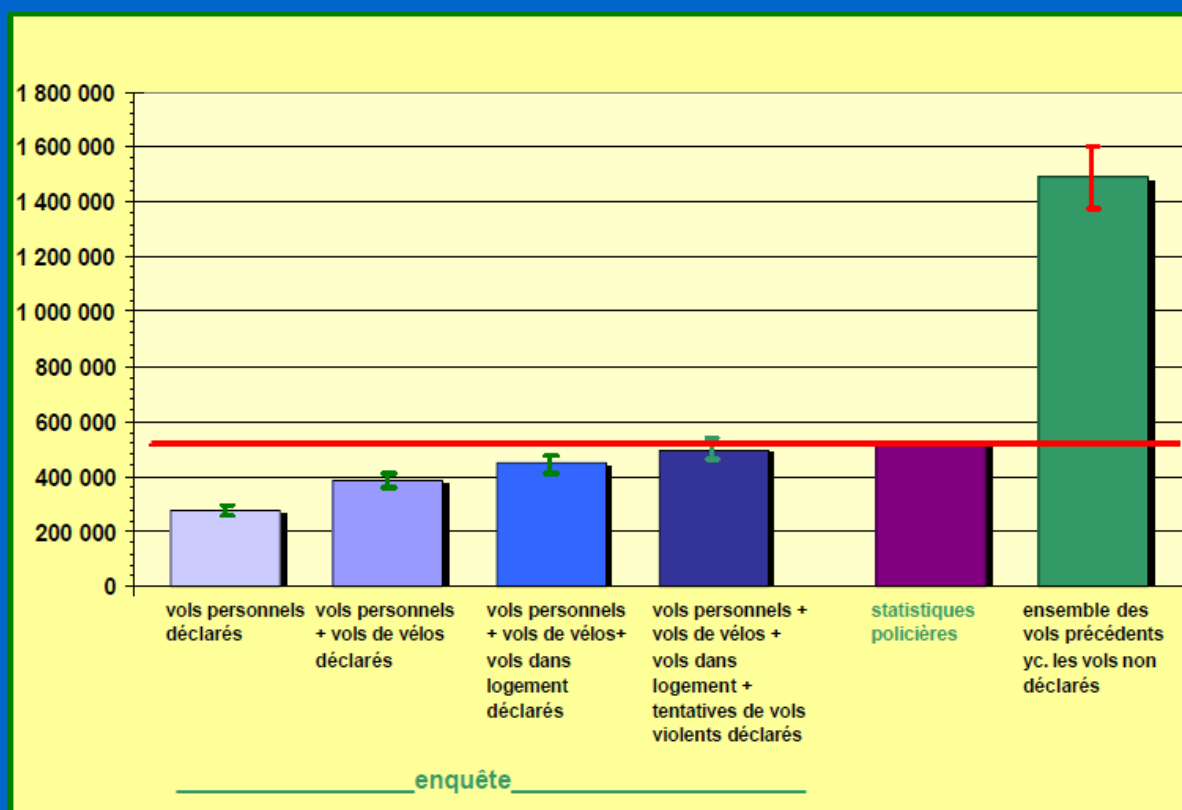
- 5 004 795 affaires civiles traitées (plaintes, procès verbaux et dénonciations) ont été traitées par les parquets (pour une population de 60.6 millions d'après [\[10\]](#) page 103).
- Sur ces 5 millions d'affaires, 3 147 897 ont un auteur inconnu ou une infraction non prouvée et ne sont donc pas poursuivables. Il y a donc eu 1 455 657 affaires poursuivables (29.1 % de 5 millions), dont 366 414 classements sans suite (25.2 % de 1.4 million).
- 169 000 affaires concernaient des mineurs.

3.1.4.1 Délits : statistiques officielles et données d'enquête

L'enquête de victimation [\[11\]](#) permet de chiffrer le nombre réel de faits délictueux à environ 3 fois celui des statistiques policières, tellement il y a de méfaits pour lesquels la victime n'a pas porté plainte. La diapositive ci-dessous, concernant la région parisienne, illustre ce problème pour les vols :

Vols divers - 5 IdF 1998-1999-2000

Comparaison données d'enquête et statistiques policières



En interrogeant les victimes, on s'aperçoit qu'il y a 3 fois plus de vols que ceux que la police connaît

La diapositive ci-dessous donne une idée des agressions :

Typologie des agressions

Enquêtes de victimation INSEE 1996-1997-1998
Typologie des agressés



Types d'agressions et plaintes
(rectifier l'erreur : "personnes âgées portent peu plainte")

Les chiffres de la délinquance

Source : enquête de victimation [\[25\]](#).

En 2005 :

- 18.7 % des ménages ont subi un vol ou un acte de vandalisme.
- Il y a eu 9 millions d'atteintes aux biens, contre 9.3 millions en 2004.
- Il y a eu 5.5 millions d'actes de destruction ou dégradation.
- Il y a eu 3.5 millions de vols, dont 1 million de tentatives et 220 000 vols avec violence.
- 830 000 personnes de 14 ans ou plus ont été victimes d'au moins une agression.
- 11.4 % des personnes interrogées ressentait un sentiment d'insécurité dans leur quartier.

3.1.4.2 La violence en Corse

Source : [26]. Du 1^{er} janvier au 15 décembre 2006, il y a eu dans l'île 229 attentats à l'explosif, contre 168 en 2005 :

- 87 ont endommagé ou détruit des résidences secondaires de particuliers, contre 51 en 2005 ;
- 40 ont visé des bâtiments publics (postes, recettes des impôts, gendarmeries, etc.)

3.1.4.3 Conflits du travail

Esprit de la législation française du travail

Source : Comparaison de la législation française avec celle de six autres pays [8].

"La loi française n'est pas axée sur la recherche d'un accord entre représentants de l'employeur et des salariés."

"La loi française traduit la méfiance entre les différents acteurs : non seulement elle se contente d'un avis du Comité d'entreprise et non d'un accord des syndicats, mais elle multiplie les dispositions destinées à empêcher les employeurs de tourner la loi, elle privilégie les procédures de contrôle, elle prévoit de multiples interventions possibles des pouvoirs publics."

En France on présuppose des relations de travail empreintes d'hostilité et de méfiance, et il y a effectivement d'innombrables conflits du travail (voir paragraphe suivant).

Conflits du travail

Source : [7]

Compte tenu des relations de travail très souvent conflictuelles de notre pays :

- Le nombre de conflits qui sont soumis à la juridiction des prud'hommes est énorme : 224 158 en 1993, 207 770 en 2004. Environ un salarié sur 100 va en justice chaque année !
- En 2004, un peu plus d'un salarié sur 4 ayant fait l'objet d'un licenciement pour motif personnel a saisi le conseil de prud'hommes, et un salarié sur 40 lors des licenciements économiques.

3.1.5 L'impuissance, l'absence de prise sur le monde alentour

La plupart des gens ont l'impression de ne pas avoir de prise sur le monde qui les entoure, donc de ne pas occuper la place à laquelle ils ont droit. La décision de les licencier peut être prise à 5000 km par une direction de multinationale. L'Etat peut leur imposer des taxes dont ils ne comprennent pas l'utilité, alors qu'ils voient que de l'argent public est gaspillé. Les politiciens leur font des promesses qu'ils ne tiennent pas. S'ils écrivent à une administration, un journal ou un député, ils n'obtiennent pas de réponse. Beaucoup de gens se sentent impuissants et pensent ne pouvoir jouer aucun rôle dans la société sans sacrifier leur vie à un idéal comme soigner les malades en Afrique noire.

Voir aussi "[Mondialisation : comment c'est arrivé et faut-il l'accepter ?](#)".

3.1.6 La sinistrose dans l'opinion française : sondages IFOP et CSA 08/2005

Le dimanche 28/08/2005, Ouest-France publiait un sondage très significatif, réalisé par l'IFOP du 25 au 26 août 2005 auprès de 1005 personnes de 15 ans et plus. En voici les résultats :

▪ Une dégradation sans précédent du degré d'optimisme des Français

A quelques jours de l'échéance du cap des 100 jours fixés par Dominique de Villepin pour recréer « les conditions de la confiance avec les Français », 30 % seulement de ceux-ci se déclaraient optimistes en pensant à l'avenir, contre 70 % qui exprimaient leur pessimisme (25 % étaient « très pessimistes »). Par rapport à décembre 2004, où 58 % se déclaraient optimistes et 42 % pessimistes, la chute était sans précédent : *il y avait en août 2005 (c'est-à-dire 8 mois après) moitié moins d'optimistes et une proportion de pessimistes jamais atteinte !*

▪ Une altération sensible de la confiance au gouvernement

- La lutte contre l'insécurité et contre le racisme et l'antisémitisme recueillent la confiance des citoyens, avec respectivement 62 % et 59 %;
- L'action gouvernementale pour l'emploi apparaît nettement décrédibilisée : seuls 25 % des Français lui font confiance, contre 31 % en décembre 2004 ;
- En matière d'augmentation du pouvoir d'achat, 14 % des interviewés font confiance au gouvernement, contre 86 % qui ne lui font pas confiance.

Confirmation : sondage CSA - La Tribune des 30 et 31/08/2005

Le sondage [6] confirme le précédent.

▪ A la question :

"A propos de l'évolution de la situation économique en France dans les six prochains mois, êtes-vous très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste ?"

- 25 % des Français se sont déclarés optimistes ou très optimistes ;
- 73 % se sont déclarés pessimistes ou très pessimistes.

▪ A la question :

"En cette rentrée, pour chacun des secteurs suivants, pouvez-vous me dire si, selon vous, la situation de la France a tendance à s'améliorer ou à se dégrader ?"

- 59 % pensent que la situation financière des entreprises françaises qu'elle va se dégrader.
- 78 % pensent que la situation de l'emploi va se dégrader.
- 81 % pensent que le climat social va se dégrader.
- 91 % pensent que le pouvoir d'achat va se dégrader.

Or le Premier ministre De Villepin s'était engagé à rétablir le moral des Français en 100 jours, période qui expire le 8 septembre 2005 !

3.1.7 L'inquiétude face à un avenir qu'ils ne maîtrisent pas

Contrairement à ce qui se passait avant 1980, *la plupart des gens ont si peu confiance en eux-mêmes qu'ils ont l'impression de vivre dans un monde où il n'y a guère d'opportunité pour eux de faire quelque chose de leur vie.* Le niveau élevé de chômage inquiète tellement les Français qu'ils épargnent énormément : d'après *Le Figaro économie* du 20/06/2005, les taux d'épargne au 1^{er} trimestre 2005 étaient de 0.9% des revenus disponibles aux Etats-Unis, 4.6 % au Japon, 5.8% au Royaume-Uni, 10.8% en Allemagne et 15.4% en France, pays le plus frileux : *les Français ont plus peur de l'avenir que les autres peuples riches.*

Cette peur de l'avenir se traduit aussi par un désir d'être fonctionnaire : dans son livre de 2004 *"Vous, les politiques"*... l'ancien ministre Francis Mer écrit, page 31 :

"Les sondages montrent que tous les Français ou presque souhaitent devenir fonctionnaires, ce qui est évidemment inquiétant puisque cela veut dire recherche de garantie, recherche de protection, absence de confiance dans l'avenir."

Et il confirme, pages 102 et 103 :

"Regardez les sondages : ils montrent que trois Français sur quatre souhaiteraient que leurs enfants deviennent fonctionnaires ! A la liberté, ils préfèrent ce qu'ils croient être la sécurité de leur descendance, même si elle est accompagnée d'une certaine médiocrité."

Bien que des entreprises se créent tous les jours, beaucoup de nos concitoyens n'envisagent pas de prendre le risque de se mettre à leur compte. Page 102, M. Mer écrit :

"Le Français a plutôt envie d'être dirigé, à condition de se sentir protégé. Il n'est pas attiré spontanément par une organisation de la société où l'on cultive la liberté d'être et d'entreprendre tout en acceptant la responsabilité individuelle qui en découle."

Sa phrase me rappelle ce que Jaurès (le fondateur de *L'Humanité*) écrivait à propos des dirigeants et des dirigés :

"Est dirigeant celui qui accepte de prendre les risques que les dirigés ne veulent pas prendre."

Des peurs et encore des peurs

En plus de la peur de ne pas gagner leur vie, beaucoup de Français ont peur de la science, des forces de la nature, des terroristes, des OGM, du nucléaire, des malfaiteurs, etc. Ils demandent à l'Etat de les protéger à la fois du malheur économique ; de la maladie ; des médecins irresponsables comme ceux qui sont impliqués dans les scandales des hormones de croissance ou du sang contaminé ; des malfaisants ; des pollutions ; des savants et industriels fous ; des patrons américains ; des ouvriers du textile chinois...

Les Français champions de la consommation d'anxiolytiques

Selon [30], les Français sont le peuple d'Europe qui consomme le plus de médicaments par habitant : 284€ hors taxes par an, devant l'Allemagne (244€), le Royaume-Uni et l'Italie (202€) et l'Espagne (193€). Selon [31], *"la consommation de ces médicaments, notamment celle des anxiolytiques et hypnotiques, est en moyenne deux fois plus élevée en France que dans les autres pays européens,*

l'écart étant particulièrement flagrant avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas."

Le ridicule principe de précaution

Les Français sont le seul peuple au monde à avoir adopté (à l'initiative du président Chirac) une loi *constitutionnelle* obligeant l'Etat à stopper toute recherche, toute innovation, toute activité qui fait peur à quelqu'un, si on ne peut prouver à cette personne qu'elle a tort ; cela s'appelle le « Principe de précaution » et c'est logiquement absurde, puisque cela consiste à bloquer tout ce qui fait peur à quelqu'un, même si nul ne peut préciser les risques ; aucun autre peuple n'a ainsi manifesté sa peur et sa détermination à lui céder à tout prix.

C'est en application de cette loi que, début 2009, Bouygues Télécom puis SFR ont été condamnés à démonter des antennes relais de téléphonie mobile *parce que leurs voisins en avaient peur*. Oui, seulement peur, aucune maladie n'ayant pu être prouvée. La France est le seul pays au monde où la peur irrationnelle d'une poignée de gens suffit pour prendre des décisions de justice à impact économique !

3.1.8 Une société matérialiste

Notre société propage surtout des valeurs matérialistes [33]. La télévision est pleine de jeux où on fait gagner de l'argent sans effort, et de la célébrité sans talent en quelques mois. Elle est pleine de films parlant de richesse, de sportifs millionnaires, d'histoire de « people » riches et immoraux, d'entreprises capitalistes prêtes à faire du profit sur le dos de leurs salariés et des consommateurs. Il est bien plus question de loisirs que de travail, de beauté du corps et de performances sportives que de comportements altruistes.

Déjà en 1932 Bergson écrivait dans "Les deux sources de la morale et de la religion" :

"Jamais, dit-on, l'humanité n'a été plus assoiffée de plaisir, de luxe et de richesse. Une force irrésistible semble la pousser de plus en plus violemment à la satisfaction de ses désirs les plus grossiers."

Voir aussi : "[L'homme, perpétuel insatisfait et créateur d'idéaux](#)".

A l'école, où depuis la loi Jospin du 10 juillet 1989 l'Education nationale met « l'élève au centre », et développe sa personnalité et l'affirmation de soi au détriment de l'effort, *l'individualisme règne en maître* (voir "[L'enseignement victime de l'idéologie](#)"). Pour les Français formés depuis, c'est le triomphe « moi d'abord », où chacun refuse de se sacrifier pour les autres, où on vit en couple sans se marier et où on divorce une fois sur deux, par égoïsme.

De nos jours, chez la plupart des gens, *matérialisme et individualisme ont remplacé les idéaux de naguère*. Il n'y a presque plus personne qui soit prêt à se donner du mal pour la France, à sacrifier un peu de son confort ou de son argent pour une cause nationale comme le recul de notre déficit et de notre dette. Chacun veut tirer le maximum de l'Etat, *c'est-à-dire de la collectivité* : le maximum d'avantages sociaux, de remboursements maladie, de retraites. On attend de l'Etat qu'il protège contre tout, qu'il crée des emplois aidés (ce qu'il ne peut faire qu'aux frais d'autres travailleurs), qu'il permette aux chômeurs de refuser des emplois pour continuer à vivre aux crochets de la collectivité, qu'il fournisse de l'électricité, du gaz et de l'essence en dessous de leur coût. Lorsque le Premier ministre Raffarin a tenté de

faire travailler les Français une journée de plus par an en faisant don de ce travail aux personnes âgées dans la misère, la majorité a refusé : « moi d'abord, les vieux après ! »

J'ai décrit les principes du matérialisme et de la morale dans "[Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la philosophie sans jamais oser le demander](#)". Un matérialiste croyant que les actes de l'homme sont conséquences de phénomènes physico-chimiques 100 % matériels, n'a aucune raison d'avoir un comportement moral ; il ne croit pas à une récompense dans une vie après la mort, et ne voit pas de raison de sacrifier son intérêt à celui des autres.

Avec l'absence de valeurs morales [\[33\]](#) propagée par notre société matérialiste et son individualisme, aucun effort n'a de sens en dehors du profit personnel ; les valeurs traditionnelles d'honnêteté, de travail, de vérité et d'altruisme n'ont plus cours. Du coup, beaucoup de personnes ressentent un vide et une perte de sens face à la vie. Certaines se réfugient dans la religion - par exemple l'islam, d'autres dans des trafics, d'autres dans la drogue ou l'alcool. Trop peu donnent un sens à leur vie en donnant bénévolement du temps aux autres : aide aux personnes handicapées, reconstruction de monuments anciens, coopération en Afrique pour y soigner des gens, etc.

Au lieu d'enrôler les jeunes désœuvrés des banlieues dans des actions collectives comme la rénovation urbaine ou l'aide aux personnes âgées, les associations subventionnées préfèrent leur proposer des activités sportives, qui les occupent mais ne mènent à rien. Et il ne se trouve aucun politicien pour leur proposer des actions qui leur permettent de retrouver de la valeur à leurs propres yeux en se rendant utiles.

3.1.9 L'affaiblissement de la volonté de se donner du mal

A force de passer des heures chaque jour à regarder passivement la télévision depuis la plus tendre enfance, de plus en plus de jeunes ont perdu l'habitude de se battre pour gagner, autrement qu'avec des consoles de jeu électroniques.

On interdit souvent aux enseignants de comparer les performances des élèves au moyen de notes, pour ne pas traumatiser les plus faibles. On a allégé de plus en plus les programmes scolaires des enfants et adolescents, en exigeant de moins en moins d'efforts. C'est ainsi, par exemple, qu'on fait de moins en moins de calcul mental, qu'on ne fait plus faire de grandes divisions avec beaucoup de chiffres après la virgule, qu'on ne fait plus apprendre par cœur de longues récitations, qu'on ne fait plus de démonstrations de géométrie, etc. (Voir "[L'enseignement victime de l'idéologie](#)").

Mais à force de ne plus avoir de mauvaise note à l'école, même quand ils ne se sont pas donnés le mal d'apprendre et de comprendre les connaissances qui n'entrent pas dans la tête toutes seules ; à force d'entrer en sixième même quand ils ont de grandes difficultés en lecture, orthographe et calcul, et de monter de classe même après une mauvaise année ; à force de ne pas avoir de difficulté à vaincre, beaucoup de jeunes sont devenus faibles, beaucoup manquent de volonté, beaucoup se découragent à la moindre difficulté.

Alors les études difficiles comme les maths et la physique tentent de moins en moins de jeunes bacheliers. Selon [\[5\]](#), le Conseil général de l'Essonne a constaté

que depuis 1996 les DEUGS en science dure ont perdu 25 % de leurs étudiants, et même 46 % pour les DEUGS de physique. Il y a 20 ans, une vingtaine de polytechniciens docteurs ès sciences intégraient le CNRS chaque année ; aujourd'hui, ils ne sont plus que zéro ou un. Un professeur au Collège de France constate :

"Moins de jeunes chercheurs signifie moins d'implication technologique et donc un déclin industriel."

Et le directeur de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne conclut :

"La France va manquer d'ingénieurs dans l'industrie, ainsi que de techniciens. Or les pays industriels ne peuvent pas s'en passer : on a un PIB important grâce à notre technologie!"

La désaffection des jeunes Français pour les sciences exactes vient aussi d'une attitude générale de défiance vis-à-vis des sciences (qui ont apporté la bombe atomique) et des grandes entreprises (qui conquièrent des marchés à coups d'innovations techniques, mais sont « d'affreuses sociétés capitalistes pratiquant un ultralibéralisme inhumain »). Parfois, cette peur des sciences conduit à de véritables attitudes de crainte superstitieuse, comme [c'est le cas vis-à-vis des OGM](#), pourtant à l'origine d'innombrables médicaments et de plantes indispensables aux pays pauvres, qui ne peuvent se payer nos engrais et nos pesticides.

(Voir aussi à propos des OGM les textes : "[La Chine a aussi d'immenses problèmes](#)"; - "[Maïs OGM : nouvelle défaite pour les opposants](#)"; - "[OGM : l'Etat de droit à 2 %](#)".)

Il y a aussi un danger pour notre démocratie : le manque de connaissances scientifiques dû à la paresse allant de pair avec l'ignorance en matière d'économie et en matière d'événements politiques, les citoyens sont prêts à croire n'importe quoi, comme le montrent les innombrables exemples du livre disponible sur Internet "[La démocratie malade des médias - Nous votons sans savoir](#)".

3.1.10 La perte de confiance dans la classe politique

Voici un extrait de [\[14\]](#) page 76, où le directeur d'un institut de sondage décrit l'opinion des Français sur la profession d'homme politique :

"J'ai repris, en novembre 2005, une question de sondage posée, il y a quelques années, par un de mes confrères. Il s'agissait d'une échelle de prestige des professions. Dans l'enquête de référence, les malheureux hommes politiques étaient, déjà, plus mal vus que toutes les autres professions, à l'exception des... prostituées ! Fin 2005, seul changement notable : même les prostituées devançaient désormais les hommes politiques !"

Les Français ne respectent plus ni leurs gouvernements ni les politiciens de l'opposition, en qui ils ne voient que des ambitieux voulant prendre les bonnes places. Rappelons que ce manque de respect vient d'abord de ce que tous les gouvernements successifs élus depuis 1981 ont promis de résoudre le problème du chômage et qu'aucun n'y est parvenu. [\[2\]](#)

Ce manque de respect a pour conséquence du pessimisme : comment ces politiciens qu'ils ne respectent plus pourraient-ils résoudre leurs graves problèmes

d'emploi et de niveau de vie ? Pourquoi y arriveraient-ils maintenant, alors que depuis des décennies ils promettent de faire du chômage leur priorité, ou d'instaurer un service minimum dans les transports publics, sans jamais tenir parole ? Qu'ont-ils dit, qu'ont-ils fait pour être crédibles ? Parlant de l'emploi, le président Mitterrand avait même avoué « *On a tout essayé !* », [après avoir fait avec son Premier ministre Pierre Mauroy une relance à contretemps si désastreuse qu'elle avait obligé la France à faire 3 dévaluations successives, dont deux en moins d'un an ?](#)

[Un sondage publié par Le Monde du 13/12/2005](#) a montré que 1 % seulement des Français souhaitent que le président Chirac se représente en 2007. Quel manque colossal de confiance en un politicien entré dans le métier en 1962, il y a plus de 40 ans, et qui dirigeait toujours le pays en 2005 (« *Je décide, il [M. Sarkozy] exécute* »).

La perte de confiance dans la classe politique a pour conséquence une peur de l'avenir, qui entraîne un immobilisme généralisé : chaque fois qu'un gouvernement veut réformer quelque chose, il inquiète des dizaines de milliers de manifestants, qui défilent pour s'y opposer. Les Français refusent *l'approfondissement de l'Union européenne, la libéralisation des services (Bolkestein), la mondialisation* (pourtant inéluctable et qui apporte à toute la planète une croissance de 4 à 5 % par an - dont la France bloquée par ses contradictions n'arrive pas à profiter), etc.

Le comble du ridicule, l'exemple le plus frappant de peur du progrès scientifique a été cité par *Le Figaro* du 02/06/2006 dans l'article "Manifestation contre les nanotechnologies". Un millier de personnes ont défilé à Grenoble le 1^{er} juin pour demander la fermeture du campus de recherche Minatec, qui regroupe plusieurs centaines d'entreprises et des laboratoires de recherche universitaires pour faire progresser les nanotechnologies (processeurs de calcul plus rapides, écrans plats plus économes en énergie, télécommunications, capteurs, etc.). Les manifestants dénonçaient le risque de suivi policier des citoyens marqués par des micropuces, la transformation de l'espèce humaine et la prolifération de nano-robots.

Et en même temps qu'ils redoutent le changement, les Français le réclament en votant systématiquement pour sanctionner le parti au pouvoir à chaque élection depuis 1981 [2]. *Un peuple toujours insatisfait, qui se contredit sans cesse depuis un quart de siècle, est bien mal en point ! La faute en revient à ses politiciens, gauche et droite confondues, qui chaque fois leur ont promis de faire baisser le chômage et n'y sont jamais parvenus.*

Comme tout homme, chaque Français a besoin d'avoir confiance son gouvernement, ainsi que dans ses concitoyens. Il a besoin de vivre dans une société de convivialité. Hélas, la défiance est chez nous institutionnalisée : parce que personne ne fait plus confiance à personne, que les syndicats se méfient des patrons, qui se méfient du gouvernement, qui se méfie de l'Union européenne, [nous faisons des milliers de lois](#). Celles-ci sont censées tout prévoir et nous protéger contre tous les abus, mais en réalité elles tuent le dialogue social, dont les participants se réfugient derrière des textes.

Un mot d'espoir, tout de même : les élections présidentielles de mai 2007 ont montré, par leur participation de près de 85 %, que les Français croient encore à la

démocratie et en la possibilité pour des politiques de changer leurs institutions et leur économie.

3.2 L'absence de rêve, de vision, d'espoir

Les Français n'étaient pas aussi apeurés et tristes il y a trente ans. Qu'est-ce qui a donc changé ?

3.2.1 Le rêve personnel

Ceux qui ont une passion et la vivent ne sont ni abattus ni même pessimistes. Je regardais l'autre jour sur LCI une interview de Mme Anne Lauvergeon, présidente du groupe AREVA, un des leaders mondiaux du nucléaire, en croissance soutenue. Cette femme dégage une impression de force et d'optimisme ; on sent qu'elle peut entraîner ses 48 000 collaborateurs à se dépasser et à faire progresser leur entreprise.

Aujourd'hui comme hier, un jeune ingénieur passionné de technique trouve sans difficulté un emploi où il peut s'investir pour en apprendre davantage et créer des solutions nouvelles. Il travaille sans compter ses heures, il communique son enthousiasme à ses collègues, il veut prendre des responsabilités. J'en suis sûr, cela m'est arrivé et a duré des années. J'ai apprécié mon métier tous les jours et mes patrons ont apprécié mon travail, et ma personne à travers lui.

Un artiste, un sportif, un vendeur, un avocat, tous ces métiers et des centaines d'autres peuvent apporter une place dans la société, un gagne-pain et le respect des autres. En travaillant avec enthousiasme, en s'impliquant dans ce qu'on fait, on acquiert le respect de soi-même et la considération des autres.

Le métier est la première source de satisfaction dans la vie, à condition de le prendre à bras-le-corps, de travailler dur. Les jeunes qui ont un niveau « bac plus 4 », et qui passent un concours de niveau « bac moins 1 » pour entrer dans la fonction publique à un niveau subalterne, le réussissent et se condamnent à faire pendant 37 ans un travail sans défi, trop facile, et dont ils ont privé un autre jeune qui a, lui, le bon niveau, « bac moins 1 ». Partis battus d'avance parce qu'ils s'estiment incapables de se dépasser, pourquoi s'étonnent-ils ensuite d'être pris pour des « bac moins 1 », à qui leur hiérarchie explique tout sans laisser d'initiative ?

L'activité professionnelle est une grande source de satisfaction et de joie de vivre, mais elle est réservée à ceux qui sont prêts à travailler dur et à se comporter en vainqueur et non en victime. Les vainqueurs sont ceux qui se sont fixé un objectif clair, à leur portée s'ils fournissent un effort réel.

Manager pendant des années, j'ai dû embaucher des collaborateurs. Ceux à qui j'ai fait confiance m'avaient tous donné l'impression de vouloir réussir en se donnant du mal, d'avoir une vision de leur avenir et de leur place dans l'entreprise. Aux meilleurs, j'ai cédé à prix d'ami des actions de ma société, pour qu'ils s'y sentent chez eux, qu'ils puissent participer à sa gestion et se sentent responsables de son devenir et de ses résultats.

Dans un monde qui change de plus en plus et de plus en plus vite, nul ne peut être certain de garder le même métier toute sa vie, pas même ceux qui entrent aujourd'hui dans la fonction publique. Chacun doit donc [préserver son](#)

« [employabilité](#) », en se demandant chaque année si sa fonction n'est pas menacée par l'évolution économique et si sa qualification est toujours recherchée. Si elle n'est plus au goût du jour, il faut en acquérir une autre, à un niveau qui garantit du travail.

Ceux qui pour cela comptent sur leur employeur se font des illusions. Pourquoi un employeur préoccupé par ses résultats de fin d'année investirait-il dans l'employabilité future de ses salariés ? S'il les forme pour ses besoins de l'année suivante, c'est déjà le bout du monde, parce qu'il doit payer leur salaire pendant qu'ils apprennent, puis les augmenter lorsqu'ils sont devenus plus qualifiés ; et aussi parce qu'il se demande toujours s'il n'est pas moins cher d'embaucher un jeune dont les connaissances sont à peu près à jour mais le salaire est plus modeste, que de former un employé plus âgé.

Chaque salarié doit investir dans sa compétence comme il investit dans une assurance-vie, pour garantir son employabilité future. Dans ce domaine aussi, le dynamisme, l'initiative personnelle, la volonté de progresser sont déterminants ; ceux qui réussissent sont ceux qui ont travaillé à leur avenir, pas ceux qui ont attendu que l'entreprise ou l'Etat leur apporte des opportunités sur un plateau. Cet investissement personnel demande que l'on prenne chaque semaine quelques heures pour apprendre, que ce soit le Dimanche après-midi ou chaque matin dans un train de banlieue.

Et que ceux qui ont peur que, passé quarante ans, on soit trop vieux pour apprendre se rassurent : il y a beaucoup de personnes qui reprennent leurs études une fois à la retraite, après 60 ans. Je peux l'affirmer, je me suis mis avec succès à la mécanique quantique à 61 ans, y compris les maths nécessaires, plusieurs heures par jour : on n'est vieux que quand on n'a plus la santé, ou plus la volonté de progresser.

3.2.2 Des entreprises dynamiques et conquérantes

Au pessimisme et à l'immobilisme des Français s'oppose le dynamisme et l'esprit de conquête des entreprises françaises. Malgré une législation du travail aberrante, des charges sociales lourdes et une fiscalité décourageante, les entreprises françaises se développent sans se décourager. Les Français ont peur des délocalisations, [phénomène insignifiant](#). Ils ont peur des achats d'entreprises françaises par des étrangers, alors que [les entreprises françaises investissent deux fois plus à l'étranger \(en achetant ou en créant des entreprises\) que les entreprises étrangères en France](#).

Les politiciens et les media français portent l'entière responsabilité de l'ignorance des Français sur ces vérités, qui devraient pourtant leur remonter le moral.

3.2.3 Une vision pour la France

Pour être optimiste, une vision personnelle n'est qu'un premier pas, il faut aussi une vision pour la France. Chacun de nous a besoin de savoir que notre pays est gouverné avec une vision de son avenir.

Hélas, ce n'était pas le cas du temps du président Chirac. Au sommet de l'Etat, le Président ou le Premier ministre ne prenaient jamais une heure à la télévision pour nous exposer une vision pour la France. Ils ne nous parlaient pas de nos difficultés, ne nous les expliquaient pas autrement qu'en termes vagues et philosophiques incapables de nous en faire comprendre les détails. Ils ne nous faisaient pas partager une vision de l'avenir qui décrit un objectif et les efforts nécessaires pour y parvenir : tout se passait comme s'ils n'avaient d'autre objectif que de réagir aux difficultés du moment et aux attaques incessantes de l'opposition et des syndicats, pour limiter les futures défaites électorales.

A leur niveau, nos syndicats donnent une puissante image d'immobilisme : quelle que soit la réforme proposée, ils sont contre ; parfois ils en ont une autre à proposer, parfaitement utopiste pour ceux qui ont un minimum de connaissances en économie.

Exemple : la centrale syndicale UNSA revendique la semaine de 32 heures sur 4 jours dans la page <http://unsaquitaine.ifrance.com/presentationunsa.htm> de son site. Sachant que la France a justement besoin de plus de travail pour créer des emplois, cette revendication montre le manque de réalisme de ce syndicat !

Mais à son propre niveau, le gouvernement de droite du président Chirac donnait une image semblable, à force de ne faire que des réformettes : immobilisme et opposition aux forces de mouvement du monde.

Exemples en économie : présentation *par toute la classe politique* du libéralisme et des délocalisations comme des menaces, alors que le libéralisme à la base de la mondialisation a provoqué la formidable croissance du niveau de vie dont nous avons profité par Marché commun interposé, et que les délocalisations profitent aux consommateurs et créent bien plus d'emplois qu'elles n'en détruisent.

Pourquoi notre classe politique ne communique-t-elle pas un grand rêve aux Français ? Exemples :

- Pourquoi ne nous lançons-nous pas dans un projet national d'économie de pétrole et de remplacement par des énergies renouvelables ? La culture massive de plantes capables de fournir des biocarburants (non polluants parce que leur combustion ne fait que rendre à l'atmosphère le CO₂ absorbé pendant la croissance) a peut-être un intérêt économique en plus de l'intérêt écologique, sachant que le prix du pétrole ne baissera plus jamais vu la demande résultant de la croissance économique mondiale.
- Sachant que l'évolution du climat va provoquer en France des sécheresses graves de plus en plus souvent, pourquoi ne lançons-nous pas un grand projet d'irrigation, par captage des eaux des montagnes ou dessalement d'eau de mer ? La croissance des besoins alimentaires du monde assurera de plus en plus de débouchés à notre agriculture, pourquoi ne pas travailler tous ensemble au projet d'irrigation ? Pourquoi ne pas nous fixer un tel objectif national, qui dépasse les partis et les querelles partisans ?

Au lieu d'une grande vision mobilisatrice, les dirigeants français de l'ère Chirac nous donnaient une vision de doute et d'impossibilité : on ne peut pas imposer la démocratie aux autres ; on ne doit pas intervenir militairement contre les tyrans ; on ne doit pas dénoncer les dirigeants corrompus comme Arafat ou Saddam Hussein, mais les flatter au nom d'une politique pro-arabe ; la France ne veut pas s'engager dans des actions contre le terrorisme autres que verbales ; la mondialisation est dangereuse si elle n'est pas maîtrisée ; on ne peut tenir les promesses réitérées de service minimum ; on n'arrive pas à diminuer les effectifs pléthoriques de la fonction publique ou des "entreprises" comme EDF, la SNCF ou La Poste ; *on ne peut pas, on ne peut rien*.

Lorsque le président Chirac proposait au monde une vision généreuse d'aide aux pays pauvres, c'était depuis des années sous forme de mesures parfaitement

utopiques, immédiatement rejetées par les responsables politiques étrangers : ce fut d'abord la « [taxe Tobin](#) », puis un impôt international sur les transports aux résultats insignifiants, etc. Et pendant qu'il proposait ces mesures inefficaces, il maintenait l'aide aux agriculteurs européens et les barrières commerciales qui empêchent les agriculteurs du tiers-monde de nous vendre leurs produits.

La peur de l'Union européenne

A gauche comme à droite, de nombreux politiciens ont essayé de convaincre les Français d'approuver le Traité constitutionnel de l'Union européenne. Mais quelle vision de l'Union ont-ils pris la peine de nous donner ? Quand nous on-ils expliqués que [l'Union européenne nous aide à réduire le chômage](#), les délocalisations et l'inflation ? Quand nous ont-ils donné une vision de son avenir ? Ils ne nous ont même pas consultés pour déclencher l'adhésion des dix derniers pays qui ont rejoint l'Union, ni pour celle de la Turquie.

Pire même, à chaque fois que les media nous parlent de l'Union européenne, c'est pour dire que ses contraintes nous empêchent de dépenser de l'argent pour des services publics dont nous avons besoin, ou nous obligent à privatiser ces services - ce qui précarise des emplois, ou nous forcent à accepter le dumping social comme le fait la "[directive Bolkestein](#)". Jamais ils ne nous expliquent la raison de ces contraintes, adoptées pourtant démocratiquement par les pays membres - dont la France - parce qu'elles s'imposent pour la santé économique.

Le président Chirac lui-même présentait aux Français le libéralisme (il disait : « ultralibéralisme » comme ses amis altermondialistes) comme [un mal contre lequel il faut se protéger](#), trompant ainsi son peuple et oubliant que c'est le libéralisme du Marché commun qui a permis le formidable progrès de niveau de vie dont nous profitons depuis le Traité de Rome de 1957.

Incapable d'expliquer [la raison d'être du projet de directive Bolkestein](#) et les espoirs très positifs qu'elle fait naître, notre président a préféré la faire retirer pour réécriture par l'Union européenne ; il a donc admis, ce faisant, que l'Union européenne pouvait proposer à la France un texte *inacceptable* (le mot est de lui !). Comment s'étonner, après, qu'une majorité de Français craigne l'Europe et manifeste cette crainte en votant *non* au Traité constitutionnel qui la renforce ?

La France s'avère jusqu'à présent [incapable de maîtriser ses déficits](#) parce que les gouvernements successifs sont trop faibles, et incapables d'expliquer aux citoyens qu'[ils vivent ainsi à crédit sur le dos des générations suivantes](#). Au lieu de mesures courageuses pour résoudre ce problème (comme le Canada l'a résolu, par exemple) la France a obtenu, avec les Allemands, de nos partenaires européens de [relâcher les contraintes de déficit et dette maximum](#), c'est-à-dire d'admettre que nous persévérions dans notre politique de faiblesse irresponsable.

En relâchant la contrainte de déficit nos partenaires européens se sacrifient, parce que [les emprunts répétés que nous devons faire pour boucher nos trous budgétaires pèsent sur les taux d'intérêt de toute l'Union, ce qui handicape l'investissement et y génère de l'inflation](#) ; ils n'admettront donc pas que notre laxisme perdure et nous finirons par être sanctionnés, conformément aux traités de l'Union.

Mais hélas ni les media ni nos politiciens ne nous expliquent l'Union, et ne nous font partager l'espoir qu'avec une gestion raisonnable elle nous protège du malheur économique, grâce à son poids international très supérieur à celui de la France.

Une classe politique déconsidérée

La France donne aux pays dynamiques d'Amérique et d'Asie l'image d'un peuple vieux, dans une Europe vieillie, parce que nos dirigeants ont une vision de vieux, faite de souvenirs nostalgiques de grandeur et d'impuissance face à l'évolution du monde. Cette impuissance, cette volonté d'aller à contre-courant de l'histoire en refusant ses enseignements et son évolution, est illustrée par les incroyables propos du président Chirac rapportés par *Le Point* n° 1693 du 24/02/2005, page 9 :

"... les députés de Strasbourg ont surtout été surpris par le discours enflammé du Chef de l'Etat contre le libéralisme. « *Il échouera partout* » a prédit avec conviction Jacques Chirac devant ses amis, médusés de l'entendre, pour la première fois peut-être si catégorique. « *Ces solutions-là ne marchent pas.* »"

La France a donc besoin d'un leader charismatique capable d'enthousiasmer les Français ; un leader qui leur parle souvent et leur explique ce qui se passe et ce que le pays fait ; un leader qui n'hésite pas à leur demander des sacrifices, après en avoir expliqué la nécessité et le fait qu'ils seront équitablement partagés entre les catégories sociales.

Au lieu d'un tel leader et d'une classe politique respectée, les Français ont trop souvent vu se succéder les scandales : l'affaire URBA avec le financement du PS par fausses factures ; l'affaire des lycées d'Ile de France où 4 partis (RPR, PR, PS et PCF) se sont entendus pendant des années pour voler des dizaines de millions aux contribuables. Comment s'étonner, alors, qu'ils se méfient de l'ensemble de cette classe politique ainsi que l'Etat qu'elle représente ? Comment s'étonner qu'ils n'aient plus confiance, et qu'ils aient peur que ces politiciens soient incapables de gérer les problèmes ?

3.3 Des media pour briser la barrière d'incompréhension

Pour que les Français comprennent l'économie, l'Union européenne et les propositions politiques du gouvernement, de l'opposition et des syndicats, *il faut les leur expliquer.*

Tout se passe aujourd'hui comme si l'indépendance des media permettait à ceux-ci d'ignorer ce devoir d'information pour ne se préoccuper que de leur financement lié à l'audimat. Pourtant, [les cahiers des charges des media du service public prévoient cette information](#). Ils prévoient même l'obligation de donner du temps d'antenne au gouvernement pour ses déclarations et communications, c'est-à-dire la possibilité d'expliquer aux citoyens ce qu'ils doivent savoir :

"Article 10 : La société assure à tout moment la réalisation et la programmation des déclarations et des communications du gouvernement, sans limitation de durée et à titre gratuit."

Mais les media ne respectent pas assez leur obligation et le gouvernement ne trouve rien à dire pour exercer son droit (et son devoir !) d'informer.

Voir aussi "[La démocratie malade des médias - Nous votons sans savoir](#)".

4. La demande des Français

Les Français sont prêts à accepter des réformes, à condition d'abord de comprendre en quoi l'économie du pays va mal et pourquoi le chômage dure depuis plus de 30 ans. Ils sont prêts à des sacrifices, si ceux-ci leur sont demandés dans le cadre d'un projet concret, chiffré et accompagné d'un calendrier, exposé par un politicien digne de confiance. Méfiants, ils veulent aussi la publication des chiffres permettant d'en suivre le progrès. Enfin, ils veulent pouvoir donner leur avis sur ce projet et avoir la certitude qu'il sera pris en compte. *En somme, ils veulent simplement une gouvernance sérieuse, parce qu'ils en sont privés depuis plus de 30 ans.*

[Daniel MARTIN](#)

[Retour page d'accueil](#)

5. Annexe

[1] Livre de Luc Ferry *Comment peut-on être ministre ? - Essai sur la gouvernabilité des démocraties*, éditions PLON. En voici des citations concernant l'illettrisme, les sorties du système éducatif sans diplôme ou sans qualification, la crise des vocations scientifiques (c'est moi qui ai souligné en jaune) :

- Pages 104-105

Considérons le cas de l'illettrisme. Depuis des années, Claude Thélot, alors directeur de l'évaluation et de la prospective (DEP) au ministère, tire la sonnette d'alarme au point qu'au vu de ses travaux, Le Monde lui-même, pourtant peu enclin à encourager les discours « réactionnaires », titre le 3 mai 1996 « 26 % des écoliers ne savent pas lire ou calculer à la fin du primaire ». Encore faut-il ajouter qu'en détaillant l'article qui suit cette une, on s'aperçoit vite que la réalité est plus sombre encore. Ce sont, toujours selon les mêmes sources, c'est-à-dire, rappelons-le, celles du ministère lui-même, 9 % des enfants qui ne maîtrisent tout simplement pas les compétences de base à l'entrée en sixième. C'est déjà beaucoup trop. Mais à ces 9 %, s'ajoutent 34,7 % qui « maîtrisent uniquement les compétences de base », c'est-à-dire, pour parler en clair, qui sont en situation de grande fragilité : ils déchiffrent, sans doute, mais beaucoup d'entre eux peinent à comprendre le sens de ce qu'ils lisent, même lorsqu'il s'agit d'un texte simple. Ce sont donc, à en croire les statistiques officielles de la DEP, près de 45 % des élèves qui ne savent pas, ou pas assez bien, lire et écrire lorsqu'ils entrent au collège. Comment pourraient-ils continuer leurs études dans de bonnes conditions ? Et comment s'étonner que le collège apparaisse comme le « point noir » du système éducatif ?

C'est à des conclusions analogues que parvient, deux ans plus tard, dans un rapport remis à Ségolène Royal, un autre éminent spécialiste de l'Education nationale, le recteur Jean Ferrier. Ancien directeur des écoles de Lionel Jospin, il est lui aussi peu suspect de vouloir servir un discours « de droite ». Il n'en constate pas moins ceci : « Selon les années, ce sont entre 21 et 42 % des élèves qui, au début du cycle 3, (entrée au CE2) paraissent ne pas maîtriser le niveau minimal des compétences dites de base en lecture ou en calcul ou dans les deux domaines. Ils sont entre 21 et 35 % à l'entrée au collège. » Un récent rapport de la Direction de l'évaluation du ministère, publié après mon départ - en octobre 2004 -, confirme ces mauvais résultats. Analysant très en détail les « compétences générales des élèves en fin de collège », il conclut que « 15 % d'entre eux s'avèrent n'avoir pratiquement aucune maîtrise de ces compétences ou une maîtrise réduite et sont en difficulté devant un texte complexe ou comprenant un vocabulaire peu courant ». A l'opposé, toujours selon ce document, seuls 15 % parviennent à un niveau de maîtrise bon ou excellent - ce que les auteurs de ce travail considèrent eux-mêmes comme un fort médiocre résultat.

- Pages 105-107

...il est clair que, depuis des années, de bons esprits, avec ou sans chiffres à l'appui, ne cessent de mettre en garde les autorités politiques contre un indéniable déclin de la maîtrise de la langue écrite et parlée. Il est également certain que ce déclin est une véritable catastrophe : psychologique, d'abord, pour les enfants eux-mêmes qui, dès le cours préparatoire, éprouvent le sentiment d'avoir manqué une marche, de ne pas suivre, de ne plus être tout à fait comme les autres et qui en conçoivent parfois une terrible angoisse ; scolaire ensuite : comment poursuivre des études, dans quelque discipline que ce soit, si l'on est en difficulté de lecture ? ; culturelle et morale enfin : ces élèves, à qui l'on n'a pas réussi à apprendre assez bien leur propre langue pour qu'ils puissent lire par plaisir - car c'est là, sans doute, le vrai critère de démarcation entre ceux qui vont continuer et ceux qui vont s'arrêter -, ont un fort risque d'être à jamais exclus de ce que les philosophes nomment volontiers la « vie avec la pensée ». Pis encore peut-être, ils risquent de perdre l'estime de soi et, se détestant ou se méprisant eux-mêmes, de se mettre aussi à détester et mépriser les autres. Le lien entre les difficultés de lecture et les conduites inciviles ou violentes est d'ailleurs avéré.

Voyons encore, autre indicateur crucial, celui des sorties sans diplôme ou sans qualification suffisante pour s'insérer dans la cité. 160 000 jeunes environ ont quitté l'année dernière notre système scolaire sans diplôme général autre que le brevet des collèges, le certificat d'études, ou sans qualification professionnelle. C'est inacceptable. D'autant plus inacceptable que derrière ces chiffres bruts se cache une réalité humaine dramatique : des années d'échec scolaire ont fait perdre aux enfants, qui en sont malgré tout davantage les victimes que les artisans, toute envie de réussir au sein d'une communauté « normale ». La logique de l'échec est une terrible logique : en faisant perdre l'estime de soi elle entame le respect des autres, s'avérant ainsi être une des principales origines des comportements déviants que l'on observe en si grand nombre aujourd'hui au sein des collèges. Et là encore, les chiffres stagnent, voire empirent lentement mais sûrement depuis dix ans (1).

1. Un peu plus de 7 % des jeunes quittent encore l'école sans avoir atteint le niveau minimal de qualification, c'est-à-dire, selon les critères de l'Education nationale, le niveau V (niveau du CAP et du BEP). Il faut préciser que, dans le jargon un peu particulier de l'Education nationale, on appelle « sortants sans qualification » les jeunes qui s'arrêtent sans accéder à une classe de seconde ou à une année terminale de CAP-BEP. Ils étaient 110 000 en 1980, 82 000 en 1990, 57 000 en 1995. On avait donc bien progressé. Mais depuis 1994, le progrès a cessé et les chiffres se situent toujours entre 55 000 et 60 000...

...depuis une dizaine d'années nous stagnons de nouveau. Le chiffre avancé, d'environ 160 000, est d'autant plus préoccupant que pour ces élèves, les difficultés d'accès à l'emploi se sont accrues : en 2000, près de 45 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans sans diplôme étaient au chômage, contre seulement 20 % des titulaires d'un CAP ou d'un BEP, et 10 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

- Page 223

...une baisse de niveau depuis les années vingt. On sait notamment qu'au certificat d'études, les élèves de cette époque commettaient en moyenne cinq fautes par dictée. Ceux d'aujourd'hui, sélectionnés et préparés dans les mêmes conditions, en font dix-sept.

[2] A chaque élection générale entre 1981 et 2007, les Français ont sanctionné tous les gouvernements en place :

- En 1981, la présidence Giscard et le gouvernement Barre ont été sanctionnés au profit de Mitterrand et de la gauche unie ;
- En 1986, le gouvernement de gauche de Fabius est sanctionné aux élections législatives, Chirac devient Premier ministre ;
- En 1988, le gouvernement de droite de Chirac est sanctionné, Mitterrand est réélu ainsi qu'un parlement de gauche ; les Premiers ministres successifs sont Rocard, Cresson et Bérégovoy ;
- En 1993, les élections législatives sanctionnent le gouvernement de gauche, Balladur devient Premier ministre ;
- En 1995, les élections présidentielle et législatives sanctionnent la gauche : Chirac est élu avec un parlement de droite ;
- En 1997, après dissolution de l'Assemblée, les élections législatives sanctionnent le gouvernement Juppé, et Jospin devient Premier ministre ;
- En 2002, les élections présidentielle et législative sanctionnent la gauche : Chirac est réélu avec un parlement de droite ;
- En 2004, les élections régionales sanctionnent lourdement le gouvernement de droite de M. Raffarin.

En somme, entre 1981 et 2007, les Français ont sanctionné les dirigeants politiques en place à chaque élection générale, en basculant de droite à gauche et inversement. Aucune politique, ni de droite ni de gauche, n'a répondu à leurs attentes concernant le sujet qui les préoccupe le plus, le même jusqu'à nos jours : le

chômage. Constatant que les politiciens qui avaient promis de faire baisser le chômage n'avaient pas tenu leur promesse, les Français les ont sanctionnés électoralement. Leur exaspération est allée croissant, comme en témoignent les scores des candidats extrémistes à l'élection présidentielle du 21 avril 2002, et le désaveu cinglant du gouvernement Raffarin aux élections régionales de mars 2004.

[3] Textes sur l'enseignement :

- [L'enseignement victime de l'idéologie](#) (45 pages A4 + références)
- [Réflexions incorrectes d'un enseignant](#) (2 pages A4)
- [Le guide de l'enseignement du civisme de M. Luc Ferry](#) (1 page A4)
- [Une machine à détruire l'enseignant](#) (Les IUFM - 4 pages A4)
- [Non-assistance à langue en danger](#) (Article de Maurice Druon - 2 pages A4)

[4] Emission de télévision quotidienne *C dans l'air* d'Yves Calvi sur France 5 le 05/04/2005 à 17h50. Les deux directeurs d'instituts de sondage français présents ont affirmé que les partisans du « non » au référendum sur le Traité constitutionnel avaient en commun leur niveau d'instruction bien plus faible que celui des partisans du « oui ». Ce niveau plus faible explique leur moindre compréhension du Traité et des enjeux de l'Union européenne, donc leur crainte des conséquences qu'ils redoutent sans les comprendre : chômage, moindre protection sociale, destruction des services publics, etc. Les gens dont le niveau d'instruction est normal comprennent les enjeux, ne redoutent pas l'Union européenne et s'apprêtent à voter « oui ».

[5] *Le Figaro* des 6 et 7 août 2005, page 7, article « Désaffection pour les sciences : des conséquences sociales majeures ».

[6] Sondage CSA - La Tribune des 30 et 31/08/2005 Les Français et la rentrée économique" <http://www.csa-tmo.fr/dataset/data2005/opi20050831b.pdf>

[7] Ministère de la Justice - Le droit du travail en perspective contentieuse (novembre 2005)
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000297/0000.pdf>

[8] Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - "Les conditions du licenciement collectif pour motif économique - Comparaison entre sept pays d'Europe"
<http://www.brunhes.com/etudes/pdf/ConditionsLicenciementCollectif.pdf>

[9] Infostat Justice (Statistiques du Ministère de la Justice)

- Bulletin d'information statistique n° 86 (mars 2006)
http://www.justice.gouv.fr/art_pix/infostat86.pdf
- Bulletin d'information statistique n° 80 (mars 2005)
http://www.justice.gouv.fr/art_pix/infostat80.pdf

[10] INSEE - France, portrait social 2005-2006 (livre)

[11] Institut National d'Etudes Démographiques (INED) Séminaire des méthodes d'enquêtes INED-SFDS (11 avril 2002)

Cette présentation sur diapositives permet de se rendre compte du caractère incomplet des statistiques policières, dû au fait qu'un grand nombre de victimes ne porte pas plainte, par peur de représailles ou parce qu'elles pensent que « cela ne sert à rien ». Une enquête de terrain, dite « de victimation », permet de chiffrer le nombre réel de faits délictueux à environ 3 fois celui des statistiques officielles.

[12] INSEE - "Données sociales 2006 - La société française" (livre)

[13] INSEE - "La famille, pilier des identités", décembre 2003

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP937.pdf .

Cette étude résume l'enquête de 2003 "Histoire de vie - Construction des identités"

[14] Livre "La nuit des politiques", par Roland Cayrol, directeur de l'institut de sondage CSA, publié chez Hachette en mai 2006.

[15] Cardinal Jean-Marie Lustiger, membre de l'Académie française - article dans *Le Figaro Magazine* du 29/07/2006.

[16] Rapport Jean-Pierre Obin 2004 - "Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires" -

<http://lamaisondesenseignants.com/download/document/rapportobin2.pdf>

[17] Emile Durkheim - "Le suicide - Etude de sociologie" (1897) - Page d'accueil

http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/suicide/suicide_Introduction.html

[18] DREES - Suicides et tentatives de suicide en France (mai 2006) -

<http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat/er488/er488.pdf>

[19] DREES - "L'évolution des suicides sur longue période : le rôle des effets d'âge, de date et de génération" - août 2002 -

<http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat/er-pdf/er185.pdf>

[20] Etude de Znaniecki et Thomas "Le paysan polonais en Europe et en Amérique : Récit de vie d'un migrant" (1919) publié chez Armand Colin en 2005.

[21] Observatoire des discriminations - "Olivier, Gérard et Mohammed ont-ils les mêmes chances de faire carrière ?" (avril 2006) -

<http://cergors.univ-paris1.fr/docsatelecharger/Pr%20E9sentation%20E9tudepr%20E9nomsavril2006%205B2%205D.pdf>

Extraits :

- 83 % des fils d'ouvriers portant un prénom d'origine maghrébine sont restés ouvriers comme leur père alors que la moitié des fils d'ouvriers au prénom « français de souche » ont connu une ascension sociale.

On note que les filles d'ouvriers s'en sortent mieux que les garçons, mais c'est simplement parce qu'elles sont plus souvent employées et les garçons ouvriers.

- De leur côté, les fils issus des professions intermédiaires ont 5 fois moins de chances de devenir cadres. Aucune des filles portant un prénom maghrébin et issue du même milieu n'est devenue cadre.
- Les enfants de cadres au prénom maghrébin ont environ 2 fois moins de chances d'être à leur tour cadres.
- Enfin, les enfants d'artisans et de commerçants au prénom du Maghreb ont 4 à 5 fois moins de chances d'avoir une mobilité sociale ascendante.

[22] *Le Figaro économie* du 22/11/2006, article "[Les salariés s'accrochent à leur entreprise](#)" Cet article est basé sur des statistiques de l'OCDE et du "National Bureau of Economic Research" américain.

[23] Déclaration universelle des droits de l'homme

- Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies (1948) : <http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm>
- Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (1950) <http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/005.htm>
- Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (26 août 1789) <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/dudh/1789.asp>

[24] Textes sur le terrorisme islamiste, les "casseurs" et la culture ennemis de la démocratie :

- "[Pourquoi sont-ils devenus casseurs ou terroristes ?](#)"
- "[Le terrorisme islamiste : idéologie, exigences et attentats](#)"
- "[La culture arabe ennemie de la démocratie](#)"

[25] *Valeurs actuelles* du 22/12/2006, page 35, résultats d'enquêtes de victimation de l'Observatoire national de la délinquance. 15 000 ménages et 15 000 personnes de 14 ans et plus ont été interrogés sur les faits dont ils ont été victimes en 2005, des faits qui n'ont pas toujours été signalés à la police.

[26] *Le Figaro* du 25/12/2006, articles "La pratique religieuse des Français" et "En Corse, la violence n'a pas reculé en 2006".

[27] André Comte-Sponville - "L'esprit de l'athéisme - Introduction à une spiritualité sans Dieu", publié en septembre 2006 chez Albin-Michel, résumé et commenté [ici](#).

[29] Dostoïevski - [Les Frères Karamazov Tome 2](#)

Citation exacte :

"Je n'en ai plus besoin, dit Smerdiakov d'une voix tremblante. Je pensais d'abord, avec cet argent, m'établir à Moscou, ou même à l'étranger ; c'était mon rêve, puisque « tout est permis ». C'est vous qui m'avez en effet appris et souvent expliqué cela : si Dieu n'existe pas, il n'y a pas de vertu, et elle est inutile."

[30] DREES - Le marché du médicament dans cinq pays européens, structure et évolution en 2004 (juillet 2006) <http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat/er502/er502.pdf>

[31] Rapport sur le bon usage des médicaments psychotropes (02/07/2006) <http://www.psy-desir.com/leg/spip.php?article1451>

Extraits :

"La consommation de ces médicaments, notamment celle des anxiolytiques et hypnotiques, est en moyenne deux fois plus élevée en France que dans les autres pays européens, l'écart étant particulièrement flagrant avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas."

"La consommation élevée des médicaments psychotropes en France n'est pas non plus explicable par une prise en charge plus adéquate des troubles psychiatriques dans notre pays par rapport à celle observée dans les autres pays européens. Ainsi, les recommandations de bonnes pratiques concernant les durées de prescription sont peu respectées : ces durées sont longues quand elles devraient être courtes, supérieures à 6 mois pour plus de trois quarts des usagers d'anxiolytiques, alors que la durée recommandée maximale est de 3 mois ;"

"Les indications des traitements sont également peu respectées : la moitié des personnes consommant des antidépresseurs et plus des deux tiers de celles consommant des anxiolytiques et hypnotiques ne présentent pas de trouble psychiatrique relevant d'une indication reconnue ; inversement, moins d'une personne sur 3 souffrant de dépression en France bénéficie d'un traitement approprié."

[32] "Le déterminisme étendu pour mieux comprendre et prévoir
Un pont entre science et philosophie pour la pensée rationnelle"
<http://www.danielmartin.eu/Philo/Determinisme.pdf>

[33] **Valeur, culture et morale : définitions**

Valeur

C'est la qualité de ce qui est désiré ou estimé.

Exemples : valeur de la vie humaine ; valeur de l'amour, de la compassion ; valeur du beau, du bien, du juste ; valeur du progrès scientifique ou social ; droits de l'homme ; démocratie ; laïcité ; liberté d'action, d'expression et de conscience ; etc.

Toute valeur est en même temps objet de désir et objet d'un jugement : le désir est le moteur, le jugement, l'arbitre. Si l'un de ces deux facteurs disparaît, il n'y a plus de valeur.

En plus des valeurs positives précédentes, il y a bien entendu des valeurs négatives correspondant à ce qui est détesté, craint, etc.

Culture

- Au niveau d'un groupe humain, c'est l'ensemble des valeurs, croyances et attitudes partagées par les membres du groupe (peuple, fidèles d'une religion, etc.) depuis suffisamment longtemps pour qu'ils les aient intériorisées (c'est-à-dire que ces valeurs, croyances et attitudes leur paraissent inconsciemment incontestables). Ce partage résulte :
 - de l'histoire commune ;
 - de l'environnement géographique et climatique où le groupe vit depuis des générations ;
 - de la (ou les) religion(s) les plus répandues dans le groupe ;
 - de l'éducation transmise aux enfants par les parents ou l'enseignement ;
 - des informations diffusées par les media ;
 - des formes d'art dominantes depuis des décennies (littérature, danse, architecture, cinéma, etc.) ;
 - des coutumes sociales, etc.

La culture d'un groupe humain est en rapport avec *l'ethnie*, définie par son héritage socioculturel (en particulier la langue), l'espace géographique et la conscience de ses membres d'appartenir à un même groupe.

- Au niveau d'une personne, la culture résulte de celle de son groupe, qui lui a transmis ses valeurs, croyances et attitudes, ainsi que des connaissances et expériences issues de sa propre vie.

Mais la culture d'une personne est sans rapport avec sa couleur de peau ou d'autres caractéristiques provenant de sa naissance : *c'est une caractéristique transmise par la vie en société*. Il n'y a donc pas de rapport entre culture et race. Du reste, la notion de race est trop vague pour pouvoir être définie d'une manière utilisable : la génétique moderne montre que les différences biologiques entre races n'ont rien d'absolu, tous les hommes ayant un patrimoine héréditaire commun.

Morale

La morale, ensemble des règles de la vie en société - qu'elles soient ou non confirmées par la loi - fait partie de la culture. [Voir](#) ce que [\[27\]](#) dit de la morale.

[Retour page d'accueil](#)